

Comptes
nationaux
de la santé
2001 ■

Annie FENINA

sommaire

Introduction	PRÉSENTATION DES COMPTES DE LA SANTÉ	5
	<i>La consommation médicale totale</i>	5
	<i>La dépense courante de santé</i>	5
	<i>Avertissement</i>	6
Première partie	LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	9
	I. La consommation de soins hospitaliers	13
	I.1 • La consommation	14
	I.2 • L'activité hospitalière	15
	I.3 • Les sections médicalisées	18
	II. La consommation de soins ambulatoires	21
	II.1 • Les soins de médecins	21
	II.2 • Les soins de dentistes	23
	II.3 • Les prescriptions	25
	• Les auxiliaires médicaux	25
	- les soins infirmiers	26
	- les soins des masseurs-kinésithérapeutes	27
	- les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes	27
	• Les laboratoires d'analyses	27
	• Les cures thermales	28
	III. Les transports sanitaires	29
	IV. Les médicaments	31
	V. Les autres biens médicaux	33
	VI. La consommation de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique	35
	La dépense courante de santé	37
Deuxième partie	LE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	39
	I. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux	41
	II. Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées	43
	III. Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires	45
	IV. Structure de financement des distributeurs de biens médicaux	47
Annexes	49
Tableaux détaillés	73

LISTE DES TABLEAUX DU COMPTE DE LA SANTÉ 2000

Tableau 01 •	Consommation médicale totale	10
Tableau 02 •	Évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé	10
Tableau 03 •	Structure de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	11
Tableau 04 •	Contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur	12
Tableau 05 •	Consommation de soins et de biens médicaux : évolution en volume	12
Tableau 06 •	Consommation de soins hospitaliers dans le secteur public	14
Tableau 07 •	Consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé	15
Tableau 08 •	Évolution de l'activité en Médecine Chirurgie Obstétrique	16
Tableau 09 •	Durée moyenne de séjours en Médecine Chirurgie Obstétrique	16
Tableau 10 •	Évolution du nombre de journées par spécialité	17
Tableau 11 •	Nombre de lits en sections médicalisées	19
Tableau 12 •	Structure et nombre des établissements médicalisés	19
Tableau 13 •	Évolution des soins en sections médicalisées	19
Tableau 14 •	Évolution des soins ambulatoires	21
Tableau 15 •	Évolution de la consommation de soins de médecins	21
Tableau 16 •	Honoraires moyens des médecins APE	22
Tableau 17 •	Dépassements par médecin APE	22
Tableau 18 •	Effectifs de médecins par mode conventionnel	23
Tableau 19 •	Évolution de la consommation de soins dentaires	24
Tableau 20 •	Honoraires moyens des dentistes APE	24
Tableau 21 •	Part des dépassements dans les honoraires dentaires	24
Tableau 22 •	Effectifs des chirurgiens dentistes libéraux	25
Tableau 23 •	Évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux	25
Tableau 24 •	Évolution du nombre d'auxiliaires médicaux	26
Tableau 25 •	Évolution de la consommation d'analyses de laboratoires	27
Tableau 26 •	Évolution du nombre de laboratoires	28
Tableau 27 •	Évolution de la consommation de cures thermales	28
Tableau 28 •	Évolution de la consommation de transports de malades	29
Tableau 29 •	Évolution de la consommation de médicaments	31
Tableau 30 •	Indice des prix des spécialités pharmaceutiques	32
Tableau 31 •	Évolution de la consommation des autres biens médicaux	33
Tableau 32 •	Consommation de services de médecine préventive	35
Tableau 33 •	Dépense courante de santé en 2001	38
Tableau 34 •	Évolution et structure de la dépense courante de santé	38
Tableau 35 •	Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux	41
Tableau 36 •	Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées	43
Tableau 37 •	Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)	45
Tableau 38 •	Structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optique, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)	47

introduction ■

présentation des comptes de la santé

Les comptes de la santé sont un des comptes satellites de la Comptabilité nationale.

Ils s'attachent donc essentiellement à retracer la production et le financement de la fonction santé.

Celle-ci se limite au traitement et/ou à la prévention d'une perturbation de l'état de santé.

Les activités du secteur médico-social (enfance inadaptée, adultes handicapés, ...) ne font donc pas partie de la fonction santé.

Le compte de la santé privilégie deux grands agrégats :

- la consommation médicale totale
(dont la consommation de soins et de biens médicaux)
- la dépense courante de santé

La consommation médicale totale

Elle représente la valeur totale des biens et services médicaux consommés sur le territoire national - y compris les DOM - par les résidents et les non résidents pour la satisfaction des besoins individuels. Elle est estimée à travers les sommes, d'origines publiques ou privées, qui en sont la contrepartie. Le retrait de la médecine préventive de l'agrégat permet d'obtenir la consommation de soins et de biens médicaux.

La dépense courante de santé

Elle mesure l'effort financier consacré au cours d'une année par l'ensemble des agents. C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs publics et privés pour la fonction santé. À la consommation médicale totale, elle ajoute les indemnités journalières, les subventions reçues, la recherche, l'enseignement et la fonction administrative. La dépense nationale de santé est un concept proche de la dépense courante de santé. Elle est utilisée pour les comparaisons internationales.

Avertissement

Comme l'ensemble de la Comptabilité nationale, les comptes de la santé reposent sur un système d'évaluation triennal glissant. Chaque année n , on estime un compte provisoire pour l'année $n-1$, basé sur les informations disponibles, puis un compte semi-définitif de l'année $n-2$ qui est une révision du compte provisoire de la même année intégrant des données plus complètes, puis enfin un compte définitif de l'année $n-3$ qui sera une révision du compte semi-définitif.

Périodiquement les comptes nationaux changent de base, un exercice qui est destiné à revoir les concepts, la méthodologie et l'évaluation des séries ainsi qu'à corriger les inévitables erreurs intervenues lors de la base précédente et à intégrer des sources d'information plus récentes. La base actuelle des comptes nationaux est la base 95 dont la première évaluation a été le compte provisoire de l'année 1998.

Toutefois, en raison de difficultés de calendrier, l'ensemble des révisions de la nouvelle base des comptes de la santé n'a pu être intégré dans le cadre central de la Comptabilité nationale (en particulier, dans l'évaluation des soins hospitaliers privés, des soins ambulatoires, des transports de malades et des « autres biens médicaux »), des différences demeurent entre les comptes de la santé estimés en base 95 et le cadre central.

Pour 2001, les points techniques suivants méritent d'être soulignés :

- pour les mutuelles, les dernières données disponibles sont relatives à 2000. Les évolutions de l'année 2001 ont donc été estimées ;
- les comptes de l'hôpital ont été réalisés à partir de données comptables fournies par la Direction de la comptabilité publique ;
- les comptes nationaux de la santé ont été arrêtés avec les données disponibles au 20 août 2002.

Ce rapport est organisé de la manière suivante :

- une première partie présente l'évaluation de la consommation médicale totale et de ses principales composantes : soins hospitaliers publics et privés, soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux), médicaments et « autres biens médicaux », dépenses individualisables de médecine préventive. Elle décrit également la dépense courante de santé, sa structure et son évolution.
- une deuxième partie analyse le financement de la dépense courante de santé.

Pour faciliter l'utilisation de certains concepts, les développements suivants présentent de manière simplifiée les différences entre, d'une part les objectifs de dépenses de santé et, d'autre part, l'estimation de la consommation finale de soins et biens médicaux présentée dans les comptes de la santé.

1 - ONDAM

L'ONDAM est l'objectif national de dépenses d'assurance maladie. Mis en place pour la première fois en 1997, il est fixé pour l'ensemble des régimes d'assurance maladie. Son montant est déterminé chaque année par le Parlement dans la loi de financement de la Sécurité sociale. L'ONDAM est décliné par secteur :

- soins de ville,
- établissements sanitaires sous dotation globale,
- établissements du secteur médico-social,
- cliniques privées.

Chaque année les dépenses réelles sont comparées aux objectifs, globalement et par enveloppe.

L'ONDAM diffère, quant au champ, aux concepts et au mode de comptabilisation, des dépenses au sens des Comptes de la santé.

En premier lieu, ces dernières excluent de leur champ le secteur médico-social (excepté les dépenses des sections de cure médicale des établissements pour personnes âgées), mais incluent toutes les prestations. Au contraire des Comptes de la santé, l'ONDAM, par exemple, ne comprend pas les prestations en espèces de l'assurance maternité, ni les dépenses de prévention individualisables,...

En second lieu, les comptes fournissent une estimation de la consommation finale de soins de santé alors que l'ONDAM ne comptabilise que les seules dépenses de l'Assurance maladie. L'approche des Comptes de la santé est donc plus large. A côté des dépenses prises en charge par la Sécurité sociale on y recense celles de l'Etat et des Collectivités locales (dont la CMU), des régimes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) et celles des ménages eux-mêmes. La consommation de soins de santé en est l'exacte contrepartie.

Enfin, les dépenses retracées dans l'ONDAM sont comptabilisées à la date de leur décaissement (remboursement de l'assuré). Celles des Comptes de la santé le sont à la date des soins, c'est-à-dire à la date du fait générateur (consultation, achat de médicament par exemple). Pour certains postes de la consommation médicale cet écart de dates de référence peut avoir une influence notable sur leur évolution. Cette source de divergence s'atténuera cependant en 2002, année à partir de laquelle l'ONDAM est calculé en dates de soins, à la faveur du passage des agrégats de la loi de financement de la sécurité sociale à une présentation en comptabilité de droits constatés.

L'ONDAM et les Comptes de la santé ont donc des finalités et des champs distincts. Une comparaison brute de leurs chiffres, que ce soit en niveau ou en évolution, n'est donc ni possible, ni pertinente sans précaution méthodologique.

2 - LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS SOUS DOTATION GLOBALE

En ce qui concerne les établissements de santé sous dotation globale, cette dotation est prise en compte dans les comptes de la santé.

Elle y apparaît lors de l'étude du financement du secteur public hospitalier et de celui des consultations externes dans les hôpitaux publics. Mais les Comptes s'attachent avant tout à estimer la consommation finale de soins hospitaliers. Par convention, dans le secteur non-marchand, celle-ci est égale à la production (salaires, consommations intermédiaires, impôts, amortissements...) diminuée des ventes.

1^{ère} partie ■

LA CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE

*Ce grand agrégat se compose
de la consommation de soins et de biens médicaux
(soins hospitaliers, soins ambulatoires, médicaments, autres)
et de celle de médecine préventive.*

■ La consommation médicale totale, qui comprend la consommation de soins et de biens médicaux et les dépenses de médecine préventive, s'élève en 2001 à 130,6 milliards d'euros (en progression de 5,7% sur 2000), soit 2 144 euros par personne (en progression de 5,1% sur 2000) (tableau 1).

tableau 01 ● consommation médicale totale (évolution en valeur et en % et montants en 2001)

	1999	2000	2001	Montants 2001 en millions d'euros
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	1,7	3,5	4,1	57 349
• Publics	2,8	3,9	4,5	44 604
• Privés	-2,7	1,2	2,1	10 772
• Sections médicalisées	5,8	8,1	6,3	1 972
2 - SOINS AMBULATOIRES	3,8	4,5	5,1	33 728
• Médecins	3,7	3,9	3,1	15 833
• Auxiliaires médicaux	6,7	6,8	5,8	6 866
• Dentistes	0,7	3,5	8,5	7 114
• Analyses	4,8	7,1	7,7	3 031
• Cures thermales	4,4	-2,3	3,6	884
3 - TRANSPORTS DE MALADES	8,2	8,8	9,9	2 047
4 - MÉDICAMENTS	6,7	9,5	8,3	27 297
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	12,9	13,7	11,8	7 385
• Optique	5,2	14,0	10,9	3 587
• Prothèses, orthèses, V.H.P.*	7,0	9,8	9,4	1 851
• Petits matériels et pansements	41,7	17,3	16,1	1 947
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	3,9	5,5	5,8	127 805
6 - MÉDECINE PRÉVENTIVE	3,8	3,8	4,1	2 799
• Médecine préventive et de dépistage	2,6	3,2	4,1	2 498
<i>Médecine du travail</i>	4,4	4,7	3,5	1 240
<i>Médecine scolaire</i>	0,3	3,0	6,9	423
<i>PMI et planning familial</i>	3,0	3,0	3,0	460
<i>Dépistage et vaccins</i>	-0,9	-1,4	4,3	375
• Programmes spécifiques de santé publique	15,5	9,7	3,9	301
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	3,9	5,5	5,7	130 605

* Véhicules pour handicapés physiques.

Cette progression est légèrement supérieure à celle enregistrée en 2000 (5,5%). La part dans le PIB de la consommation médicale totale s'accroît de 0,2 point en 2001 pour atteindre 8,9% du PIB, soit plus que son niveau de 1995 (tableau 2).

tableau 02 ● évolution de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé (en %)

	1990	1995	1999	2000	2001
Part dans le PIB					
• de la consommation de soins et de biens médicaux	7,8	8,6	8,4	8,5	8,7
• de la consommation médicale totale	7,9	8,8	8,6	8,7	8,9
Part de la consommation de soins et de biens médicaux dans la consommation effective des ménages	11,4	12,4	12,3	12,5	12,6

La consommation de soins et biens médicaux représente l'essentiel de la consommation médicale totale et atteint, en 2001, 127,8 milliards d'euros, soit 2 098 euros par habitant. Elle progresse par rapport à 2000 de 5,8% en valeur et de 5,2% en volume, pour atteindre 8,7% du PIB. La part de la consommation de soins et biens médicaux dans la consommation effective des ménages atteint 12,6%, soit 0,1 point de plus qu'en 2000.

La structure de la consommation de soins et biens médicaux évolue de façon régulière depuis trois ans, avec trois tendances de fond : la diminution de la part de l'hôpital, la quasi-stabilité de celle des soins ambulatoires, et l'augmentation du poids des médicaments et des autres biens médicaux (tableau 3).

tableau 03 ● structure de la consommation de soins et de biens médicaux, en valeur (en %)

	1990	1999	2000	2001
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	48,4	46,5	45,6	44,9
• Publics	35,8	35,9	35,3	34,9
• Privés	11,7	9,1	8,7	8,4
• Sections médicalisées	1,0	1,5	1,5	1,5
2 - SOINS AMBULATOIRES	28,2	26,8	26,5	26,4
• Médecins	13,1	12,9	12,7	12,4
• Auxiliaires médicaux	5,1	5,3	5,4	5,4
• Dentistes	6,2	5,5	5,4	5,6
• Analyses	2,8	2,3	2,3	2,4
• Cures thermales	1,0	0,8	0,7	0,7
3 - TRANSPORTS DE MALADES	1,3	1,5	1,5	1,6
4 - MÉDICAMENTS	18,4	20,1	20,9	21,4
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	3,7	5,1	5,5	5,8
• Optique	2,2	2,5	2,7	2,8
• Prothèses, orthèses, V.H.P.*	1,3	1,3	1,4	1,4
• Petits matériels et pansements	0,2	1,2	1,4	1,5
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	100,0	100,0	100,0	100,0

* Véhicules pour handicapés physiques.

■ En termes de contribution à la croissance, c'est à dire en pondérant le taux de croissance de chacun des postes de la consommation de soins et de biens médicaux par son poids dans cet agrégat, il apparaît que ce sont les soins hospitaliers et en sections médicalisées, puis les médicaments, et enfin les soins ambulatoires, qui ont en 2001 le plus contribué à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux. Ainsi, les soins hospitaliers contribuent au tiers de la croissance de cet agrégat. Cette contribution élevée est due à leur poids important dans la consommation, malgré une évolution plus modérée que la moyenne. Au sein des soins hospitaliers, la contribution la plus importante revient à l'hôpital public, en augmentation par rapport à 2000, alors que l'hospitalisation privée contribue peu à la croissance de l'ensemble (tableau 4). A l'intérieur des soins ambulatoires, on remarque en particulier la croissance importante du poste « Dentistes ».

À un niveau plus fin, la part de la consommation de soins de médecins ainsi que celle de l'hospitalisation privée continuent leur diminution tendancielle alors que les « autres biens médicaux » persistent à augmenter fortement.

■ La croissance en volume de la consommation de soins et de biens médicaux est retracée au tableau 5. Elle est globalement en augmentation de 5,2% soit un rythme sensiblement supérieur à celui de 2000 (4,6%), les variations de prix, marqués par des changements de nomenclature, étant de moindre ampleur en 2001.

tableau 04 ● contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux en valeur (en %)

	1999	2000	2001
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	0,8	1,6	1,9
• Publics	1,0	1,4	1,6
• Privés	-0,3	0,1	0,2
• Sections médicalisées	0,1	0,1	0,1
2 - SOINS AMBULATOIRES	1,0	1,2	1,4
• Médecins	0,5	0,5	0,4
• Auxiliaires médicaux	0,3	0,4	0,3
• Dentistes	0,0	0,2	0,5
• Analyses	0,1	0,2	0,2
• Cures thermales	0,0	0,0	0,0
3 - TRANSPORTS DE MALADES	0,1	0,1	0,2
4 - MÉDICAMENTS	1,3	1,9	1,7
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	0,6	0,7	0,6
• Optique	0,1	0,3	0,3
• Prothèses, orthèses, V.H.P.*	0,1	0,1	0,1
• Petits matériels et pansements	0,4	0,2	0,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	3,9	5,5	5,8

* Véhicules pour handicapés physiques.

tableau 05 ● consommation de soins et de biens médicaux : évolution en volume (en %)

	1999	2000	2001
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	0,4	1,6	1,9
• Publics	1,0	1,7	2,3
• Privés	-2,3	0,6	-0,1
• Sections médicalisées	3,4	5,7	3,7
2 - SOINS AMBULATOIRES	3,2	4,0	6,2
• Médecins	3,1	3,3	2,5
• Auxiliaires médicaux	5,1	6,6	6,7
• Dentistes	1,0	2,3	13,5
• Analyses	5,6	9,0	9,4
• Cures thermales	2,7	-4,2	1,8
3 - TRANSPORTS DE MALADES	5,2	7,0	6,4
4 - MÉDICAMENTS	7,0	9,9	9,5
5 - AUTRES BIENS MÉDICAUX	12,0	12,9	10,8
• Optique	3,7	13,4	9,7
• Prothèses, orthèses, V.H.P.*	7,0	8,9	8,7
• Petits matériels et pansements	41,4	16,0	14,9
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	3,1	4,6	5,2

* Véhicules pour handicapés physiques.

I • la consommation de soins hospitaliers

Les soins hospitaliers sont produits par le secteur public hospitalier et le secteur privé hospitalier. Dans les comptes de la santé, la distinction entre les deux secteurs ne repose pas sur le statut juridique mais sur leur mode de financement.

On désigne par « secteur hospitalier public » l'ensemble des hôpitaux publics, des établissements privés participant au service public hospitalier (PSPH) et autres établissements privés financés pour l'essentiel par la dotation globale versée par les régimes de sécurité sociale. Dès lors, leur production est une production de services non marchands qui est mesurée, ainsi que la consommation qui en est l'exacte contrepartie, par les coûts. Les établissements regroupés sous ce label sont :

- les établissements publics de santé ;
- les établissements privés participant au service public hospitalier ;
- les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime de la dotation globale le 1^{er} janvier 1998 mais ne participant pas au service public hospitalier.

Les ressources du « secteur hospitalier privé » proviennent de son activité de soins sous forme de facturations des frais de séjours et des actes médicaux et paramédicaux intervenus à l'occasion de l'hospitalisation et qui sont versés directement aux professionnels. Ce secteur est constitué :

- d'établissements privés non lucratifs ;
- des établissements privés à but lucratif ;
- des établissements à prix de journée préfectoral non concernés par la loi de 1996 (option entre le régime conventionnel au 1^{er} janvier 1997 et la dotation globale au 1^{er} janvier 1998). Ces établissements, d'un poids moindre, se retrouvent notamment dans les moyens et longs séjours.

I.1 ■ LA CONSOMMATION

Avec 57,3 milliards d'euros, en 2001, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés et sections médicalisées des établissements pour personnes âgées) représente 44,9 % de la consommation de soins et de biens médicaux. La croissance totale des dépenses de ce secteur atteint 4,1 % en valeur et 1,9 % en volume contre respectivement 3,5 % et 1,6 % en 2000.

Dans le secteur public hospitalier (tableau 6), la consommation s'élève à 44,6 milliards d'euros (732 euros en moyenne par habitant). Elle est en augmentation de 4,5% par rapport à 2000. Cette évolution marque une accélération par rapport à celle enregistrée en 2000 (+3,9%). Cette accélération tient essentiellement à la croissance des consommations intermédiaires des établissements publics hospitaliers (+ 7,3%), tandis que les salaires et les cotisations sociales ne connaissent qu'un ralentissement modéré (+ 4,0% contre + 4,2% en 2000) sous l'effet prolongé des mesures de revalorisation des carrières prévues par le protocole du 14 mars 2000.

En volume, c'est-à-dire en déflatant la production en valeur par un indicateur de la hausse du coût des facteurs de production, le taux de croissance de la production/consommation de soins dans le secteur hospitalier public aura été de 2,3% en 2001.

tableau 06 ● consommation de soins hospitaliers dans le secteur public

	Évolution en %		
	1999	2000	2001
Valeur	2,8	3,9	4,5
Prix*	1,7	2,1	2,1
Volume	1,0	1,7	2,3

* Indice du coût des facteurs de production

Dans le secteur privé hospitalier, la consommation de soins s'élève à 10,8 milliards d'euros en 2001 (soit une dépense de 177 euros par habitant).

L'évolution a été de + 2,1% en 2001 (tableau 7), supérieure à celle enregistrée en 2000 (+ 1,2%). Elle tient intégralement à une hausse des prix (+ 2,2%), la croissance en volume étant légèrement négative (- 0,1%). L'augmentation des dépenses résulte comme en 2000 de la combinaison de deux évolutions contraires : + 3,5% en valeur pour les frais de séjour, et - 1,6% pour les honoraires correspondant à une hospitalisation.

tableau 07 ● consommation de soins hospitaliers dans le secteur privé

	Évolution en %		
	1999	2000	2001
Valeur	-2,7	1,2	2,1
Prix*	-0,5	0,6	2,2
Volume	-2,3	0,6	-0,1

* Indice du coût des facteurs de production

DES OBJECTIFS QUANTIFIÉS NATIONAUX AUX COMPTES DE LA SANTÉ : L'EXEMPLE DES CLINIQUES PRIVÉES

Les objectifs annuels de dépenses, fixés en application de la loi de financement de la Sécurité Sociale, sont relatifs aux remboursements effectués par la Sécurité Sociale. Ils ne peuvent donc pas être comparés directement aux montants des opérations de consommation et de production retracés dans les comptes de la santé. En ce qui concerne les cliniques (établissements lucratifs et non lucratifs), l'évaluation de la production que fournissent les comptes de la santé en 2001 avec des champs et des concepts proches de ceux de l'Objectif quantifié national est de +3,5% variation proche de l'évolution correspondante de l'OQN lui-même (+3,1%).

Toutefois il convient de rappeler que les évolutions des comptes de la santé ne sont pas utilisables lorsqu'il s'agit de comparer les prévisions et les objectifs analysés dans les comptes de la sécurité sociale, avec leur réalisation. On précise également que les comptes présentés ici sont arrêtés sur la base des informations disponibles au 20 août 2002. Ils sont provisoires pour ce qui concerne les évaluations de l'année 2001.

I.2 ■ L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE

L'activité du secteur hospitalier, tant public que privé, est connue grâce à la Statistique Annuelle des Établissements de santé (SAE) et au Programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI). En outre, l'enquête de conjoncture, conduite par la DREES, fournit certaines estimations en 2001, notamment pour les hôpitaux publics. L'activité des établissements est retracée dans les tableaux 8, 9 et 10.

tableau 08 ● évolution de l'activité en Médecine Chirurgie Obstétrique

taux d'accroissements annuels en %

		1999	2000	2001 (p)
HOSPITALISATION DE MOINS DE 24 HEURES (venues)	Public	3,9	6,5	ND
	Privé sous DG	6,6	15,3	ND
	Privé sous OQN	6,0	3,2	ND
	Ensemble	5,0	5,5	ND
SÉJOURS DE PLUS DE 24 HEURES (entrées)	Public	0,2	- 0,1	0,2
	Privé sous DG	- 1,4	- 4,0	- 2,9
	Privé sous OQN	0,6	- 0,9	0,4
	Ensemble	- 0,2	- 0,6	- 0,1

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2001 - calculs DREES

tableau 09 ● durée moyenne des séjours en Médecine Chirurgie Obstétrique

en jours

	1999	2000	2001 (p)
Public	6,8	6,7	6,7
Privé sous DG	6,7	6,6	6,6
Privé sous OQN	5,3	5,1	5,1
Ensemble	6,2	6,2	6,1

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2001 - calculs DREES

Entre 1999 et 2001, l'activité mesurée en nombre de journées d'hospitalisation (tableau 10) diminue dans toutes les disciplines, à l'exception des soins de longue durée. En effet, le nombre de journées réalisées par l'ensemble des établissements de santé baisse de 2,6% entre 1999 et 2001. Cette évolution ne traduit pas nécessairement une baisse du nombre de séjours mais la conjugaison de plusieurs effets dont la baisse de la durée moyenne de séjour et l'augmentation de la prise en charge en hospitalisation partielle.

En soins de courte durée (MCO) le nombre de séjours en hospitalisation complète a diminué de 0,7 % entre 1999 et 2001. Dans le même temps, la durée moyenne de séjour (DMS) a légèrement diminué pour s'établir à 6,1 jours.

tableau 10 ● évolution du nombre de journées par spécialité

		taux d'accroissements annuels en %		
		1999	2000	2001 (p)
TOTAL HOSPITALISATION COMPLÈTE	Public	0,8	-0,9	-0,4
	Privé sous DG	-2,9	-0,4	-2,9
	Privé sous OQN	1,0	-4,8	-2,0
	Ensemble	0,2	-1,7	-1,0
<i>Dont :</i>				
MCO	Public	0,1	-0,9	-0,1
	Privé sous DG	-1,4	-4,8	-6,1
	Privé sous OQN	0,2	-3,7	-2,7
	Ensemble	0,0	-2,0	-1,2
SOINS DE LONGUE DURÉE	Public	1,4	0,0	0,0
	Privé sous DG	-3,9	5,7	1,0
	Privé sous OQN	10,5	18,3	0,0
	Ensemble	1,4	0,6	0,0
PSYCHIATRIE	Public	-0,7	-1,7	-2,0
	Privé sous DG	-8,2	-8,2	-2,9
	Privé sous OQN	-2,6	1,3	-1,1
	Ensemble	-2,2	-2,1	-1,6
SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION	Public	0,6	-1,0	-0,8
	Privé sous DG	-1,1	-3,1	-1,4
	Privé sous OQN	0,4	-2,7	-0,8
	Ensemble	0,0	-2,1	-0,9

Source : SAE, PMSI, enquête de conjoncture pour 2001 - calculs DREES

Le nombre de journées réalisées en soins de suite et de réadaptation baisse globalement de 3,1 % entre 1999 et 2001. Si l'on ne peut pas calculer la durée moyenne de séjour en 2000 et 2001, on sait toutefois, qu'entre 1997 et 1999 cette durée moyenne de séjour a baissé de presque une journée (passant de 32,9 à 32,1 jours). Cette diminution apparaît comme un phénomène structurel : de 1995 à 1999 la durée moyenne de séjour a baissé de 3 jours. La diminution du nombre de journées réalisées s'accompagne aussi, comme en MCO, d'une forte croissance de l'hospitalisation partielle.

La psychiatrie connaît la baisse la plus importante du nombre de journées réalisées avec près de 4,2 % de journées en moins entre 1999 et 2001. Cette évolution est cependant différente selon le type d'établissements. Le recul du nombre de

jours en hospitalisation complète est plus modéré dans le secteur public (-3,7 %). Les établissements privés sous dotation globale enregistrent, quant à eux, une diminution beaucoup plus marquée (-10,9 %). Les établissements sous OQN enregistrent pour leur part une diminution de 0,5 % du nombre de journées d'hospitalisation. C'est aussi en psychiatrie que la durée moyenne de séjour diminue le plus fortement : entre 1997 et 1999 elle était passée de 40,1 à 36,4 jours, c'est à dire une baisse de 2 jours par an. Comme en moyen séjour, on peut supposer que cette diminution se prolonge en 2000 et 2001.

Pour les soins de longue durée, le nombre de journées augmente de 0,5 % entre 1999 et 2001. Ils accueillent aujourd'hui presque exclusivement des personnes âgées, souvent dépendantes, mais ne nécessitant pas, dans la majorité des cas, une surveillance médicale constante. Elles restent en général hospitalisées plus d'un an et demi. L'offre publique représente la quasi totalité (91 %) de l'offre totale. Les coefficients d'occupation des lits sont très élevés (98 % en 2000), ce qui reflète une saturation des capacités d'accueil. Entre 1997 et 2000, 1700 lits ont été ouverts en long séjour. Le nombre de lits augmente donc de 2%, sur cette période, en soins de longue durée alors qu'il baisse globalement de 5%.

I.3 ■ LES SECTIONS MÉDICALISÉES

Les soins aux personnes âgées dépendantes peuvent être assurés soit par des proches, soit par du personnel infirmier à domicile (dans le cadre des services de soins infirmiers à domicile ou SSIAD), soit dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées. Dénommées " sections médicalisées ", ces institutions regroupent :

- des hospices, essentiellement publics ;
- des maisons de retraites ;
- des logements-foyers.

Au sein de ces institutions sont dispensés des soins qui sont remboursés par les régimes sociaux sur la base de l'intensité des soins dispensés, soins courants ou soins de cure médicale. La répartition entre les deux types de soins peut être mesurée par le nombre de lits dans chaque catégorie comme le montre le tableau 11.

Le nombre d'établissements médicalisés est en augmentation constante : 3581 en 1990, 4988 en 2001. Cette progression s'est faite en 2001 au détriment des hospices et des logements-foyers alors que les maisons de retraite accroissent leur part dans la prise en charge médicalisée (tableau 12).

En 2001, près de 2 milliards d'euros (en augmentation de 6,3% sur 2000) ont été consacrés aux soins en sections médicalisées (tableau 13).

tableau 11 ● nombre de lits en sections médicalisées

	1999	2000	2001
• Lits de soins courants	221 500	212 700	213 150
Évolution en %	-1,7	-4,0	0,2
• Lits de cure médicale	151 200	162 000	163 131
Évolution en %	1,3	7,1	0,7
TOTAL	372 700	374 700	376 281
Évolution en %	-1,5	0,5	0,4

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

tableau 12 ● structure et nombre des établissements médicalisés

	1999	2000	2001
• Hospices	0,9	0,8	0,7
• Maisons de retraite	80,2	80,2	80,6
• Logements-foyers	18,9	19,0	18,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0
Nombre d'établissements	4 804	4 940	4 988

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

tableau 13 ● évolution des soins en sections médicalisées

en millions d'euros

	1999	2000	2001
• Établissements publics	1 225	1 306	1 359
Évolution en %	4,9	6,6	4,1
• Établissements privés	491	549	613
Évolution en %	8,3	11,7	11,6
TOTAL	1 717	1 855	1 972
Évolution en %	5,8	8,1	6,3

Source : Division des études de la CNAMTS et Commission nationale de répartition de la Caisse nationale d'assurance maladie

Ce montant, en augmentation rapide depuis plusieurs années (il a plus que doublé depuis 1990), est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de personnes âgées affectées de dépendances plus ou moins prononcées. Malgré la croissance plus rapide du secteur privé, les sections médicalisées publiques restent largement majoritaires.

Les services de soins à domicile (SSIAD), alternatives à l'hébergement en institution, ont bénéficié pour l'année 2001 à 65374 personnes (+ 3,8% par rapport à 2000). Les soins dispensés à cette occasion par du personnel médical et paramédical libéral sont retracés dans le secteur ambulatoire alors que ceux dispensés à l'hôpital public le sont dans les comptes de l'hôpital.

II • la consommation de soins ambulatoires

Elle comprend les soins de médecins, de dentistes, d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes), les analyses médicales et les cures thermales.

Cette consommation s'est élevée à 33,7 milliards d'euros en 2001, soit une augmentation annuelle de 5,1% en valeur et de 6,2% en volume, contre respectivement 4,5% et 4,0% en 2000 (tableau 14). Elle atteint 554 euros par habitant (en progression de 4,6%). La mesure des prix pour les actes des professionnels de santé repose sur l'évolution des lettres-clés, sans prendre en compte les effets des réformes de nomenclature pour l'année de mise en œuvre de ces réformes : en 2001, celles-ci ont eu un impact particulier pour les dentistes et les kinésithérapeutes ce qui explique en partie la forte augmentation en volume des soins et biens médicaux.

tableau 14 ● évolution des soins ambulatoires

	en %							
	Accroissement en valeur				Accroissement en volume			
	90-95	1999	2000	2001	90-95	1999	2000	2001
TOTAL DES SOINS AMBULATOIRES	4,5	3,8	4,5	5,1	2,7	3,2	4,0	6,2

II.1 ■ LES SOINS DE MÉDECINS

La consommation de soins de médecins s'est élevée à 15,8 milliards d'euros en 2001, en hausse de 3,1% sur 2000, soit une dépense moyenne par habitant de 260 euros. En volume la hausse a été de 2,5% en 2001 contre 3,3% en 2000 (tableau 15).

tableau 15 ● évolution de la consommation de soins de médecins

	Taux de croissance annuels moyens			
	90-95	1999	2000	2001
Valeur	5,2	3,7	3,9	3,1
Prix*	2,5	0,6	0,6	0,6
Volume	2,6	3,1	3,3	2,5

* Indice du coût des facteurs de production

Les tarifs des médecins généralistes sont restés inchangés en 2001. Toutefois, l'année 2001 enregistre l'effet report des diminutions de cotations qui ont été mises en œuvre à partir du 1^{er} août 2000 pour certains actes des spécialités suivantes : radiologie, neurologie, cardiologie et pneumologie, mais également les effets report de certaines mesures positives de nomenclature et le doublement du forfait pour les médecins référents.

Les honoraires moyens perçus par chaque médecin (les données 2001 du SNIR sont provisoires) ont augmenté de 1,8% pour les omnipraticiens et de 3,5% pour les spécialistes en 2001 (tableau 16). Il faut souligner que l'évolution des revenus moyens n'est pas identique à celle des honoraires desquels il convient de soustraire les charges.

tableau 16 ● honoraires moyens des médecins APE*

en milliers d'euros par an

	1990	1995	1999	2000	2001 (p)
• OMNIPRATICIENS	77,6	92,4	99,6	104,1	106,0
Évolution en %			1,2	4,5	1,8
• SPÉCIALISTES	136,3	157,9	174,0	182,5	188,8
Évolution en %			0,9	4,9	3,5

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.
Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

L'évolution du montant des dépassements par médecin autorisé à les pratiquer (secteur 2 et Droit Permanent du Secteur 1) s'accroît chaque année pour atteindre en 2001 un rythme de croissance annuel de + 9,7% (tableau 17).

tableau 17 ● dépassements par médecins APE* (secteur 1DP et secteur 2)

en milliers d'euros par an

	1990	1995	1999	2000	2001 (p)
• DÉPASSEMENT PAR MÉDECIN	24,7	32,2	40,2	43,2	47,4
Évolution en %			3,6	7,5	9,7

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.
Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

En 2001, parmi les omnipraticiens, 13,8% sont en secteur 2 ou ont le droit de pratiquer des dépassements permanents ; cette proportion atteint 37,6% chez les spécialistes (tableau 18). Au total 24,9% des médecins pratiquent des dépassements, soit une proportion légèrement inférieure à celle observée en 2000 (25,0%). En tendance de moyen terme, les dépassements tendent toujours davantage à être l'apanage des médecins spécialistes.

Dans l'ensemble des médecins, les professionnels libéraux représentent 58% des effectifs.

La part des omnipraticiens dans le total des effectifs de médecins libéraux reste stable à 53,4%. En secteur 1 le nombre d'omnipraticiens a augmenté de 0,5% en 2001, alors que le nombre de spécialistes est resté stable. En secteur 2, les effectifs d'omnipraticiens diminuent de -1,9%, alors que ceux des spécialistes progressent de 1,6%.

Au total, les effectifs de médecins libéraux progressent légèrement en 2001 (+0,2%), à un rythme identique à celui observé lors de l'année 2000.

tableau 18 ● effectifs de médecins par mode conventionnel

	1999	2000	2001
OMNIPRATICIENS	60 580	60 823	60 949
<i>Évolution en %</i>	0,1	0,4	0,2
• Secteur 1	51 209	51 640	51 873
<i>Évolution en %</i>	0,6	0,8	0,5
• Secteur 2	8 738	8 536	8 376
<i>Évolution en %</i>	-3,2	-2,3	-1,9
• DP	67	58	53
<i>Évolution en %</i>	-30,2	-13,4	-8,6
• Non conventionnés	566	589	647
<i>Évolution en %</i>	14,3	4,1	9,8
SPÉCIALISTES	53 222	53 171	53 291
<i>Évolution en %</i>	0,5	-0,1	0,2
• Secteur 1	33 124	33 164	33 155
<i>Évolution en %</i>	0,7	0,1	0,0
• Secteur 2	18 619	18 744	19 047
<i>Évolution en %</i>	1,4	0,7	1,6
• DP	1 403	1 184	1 005
<i>Évolution en %</i>	-13,9	-15,6	-15,1
• Non conventionnés	76	79	84
<i>Évolution en %</i>	8,6	3,9	6,3
TOTAL DES MÉDECINS LIBÉRAUX	113 802	113 994	114 240
<i>Évolution en %</i>	0,3	0,2	0,2
ENSEMBLE LIBÉRAUX ET SALARIÉS (1)	193 200	194 000	196 000
<i>Évolution en %</i>	0,8	0,4	1,0

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

(1) Source DREES

II.2 ■ LES SOINS DE DENTISTES

Le montant de la consommation de soins dentaires s'élève à 7,1 milliards d'euros en 2001, soit une croissance de 8,5% par rapport à 2000, correspondant à une dépense moyenne de 117 euros par habitant, en hausse de 7,9% par rapport à 2000. L'évolution en volume (+ 13,5%) a été plus importante encore (tableau 19). L'année 2001 n'a vu aucune revalorisation tarifaire,

mais a enregistré l'effet de la réforme de la nomenclature des actes dentaires intervenue en janvier 2001. Cette réforme a notamment créé trois nouveaux actes (le scellement de sillons, « l'inlay-core » et « l'inlay-core avec clavette »), dont le développement en 2001 a fortement contribué à l'expansion du volume des soins de dentistes en modifiant les pratiques dentaires.

tableau 19 ● évolution de la consommation de soins dentaires

	Taux de croissance annuels moyens			
	90-95	1999	2000	2001
Valeur	3,6	0,7	3,5	8,5
Prix	1,3	-0,3	1,2	-4,4
Volume	2,3	1,0	2,3	13,5

Les honoraires moyens des dentistes ont ainsi augmenté de 8,5% en 2001, soit de plus du double de l'année 2000 (tableau 20), l'effet de la réforme de la nomenclature ayant été immédiat

tableau 20 ● honoraires moyens des dentistes APE*

	en milliers d'euros par an				
	1990	1995	1999	2000	2001 (p)
• HONORAIRES MOYENS	123,1	140,6	152,2	158,1	171,6
Évolution en %			0,3	3,9	8,5

* Activité à part entière, c'est-à-dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.
Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

Par contre le montant des dépassements a évolué moins rapidement et de ce fait la part des dépassements dans les honoraires totaux retrouve un niveau de 46,5% après avoir atteint 47,2% en 2000 (tableau 21).

tableau 21 ● part des dépassements dans les honoraires dentaires

	en millions d'euros par an				
	1990	1995	1999	2000	2001 (p)
• HONORAIRES TOTAUX	4303,9	5060,4	5510,3	5723,7	6186,2
Évolution en %			0,4	3,9	8,1
• DÉPASSEMENTS	1799,8	2346,3	2564,6	2699,2	2874,1
Évolution en %			1,2	5,2	6,5
Part des dépassements en %	41,8	46,4	46,5	47,2	46,5

Source : CNAMTS, SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

Les effectifs de chirurgiens-dentistes libéraux recensés par la CNAMTS (tableau 22) poursuivent leur diminution en 2001 (- 0,5 %). En revanche le nombre des chirurgiens dentistes salariés progresse.

tableau 22 ● effectifs des chirurgiens dentistes libéraux

	Évolution en %		
	1998	1999	2000
• Conventionnés	36 271	36 342	36 297
Évolution en %		0,2	- 0,1
• DP	535	500	474
Évolution en %		- 6,5	- 5,2
• Non conventionnés	122	119	105
Évolution en %		- 2,5	- 11,8
TOTAL LIBÉRAUX	36 928	36 961	36 876
Évolution en %		0,1	- 0,2
TOTAL LIBÉRAUX ET SALARIÉS (1)	39 457	40 088	40 539
Évolution en %		1,6	1,1

Source : CNAMTS, SNIR - Calculs DREES
(1) Source DREES

11.3 ■ LES PRESCRIPTIONS

• les auxiliaires médicaux

La consommation de soins d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes) s'est élevée à 6,9 milliards d'euros en 2001, en augmentation de 5,8% sur 2000, soit une dépense moyenne par habitant de 113 euros. La hausse en volume est de 6,7% (tableau 23), avec un effet d'entraînement de l'augmentation des soins de kinésithérapies (+ 11,0%), elle même pour partie liée à la réforme de la nomenclature.

tableau 23 ● évolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux

		Taux d'accroissements annuels en %				Montants 2001 (en millions d'euros)
		90-95	1999	2000	2001	
INFIRMIERS	• Valeur	6,8	6,6	7,0	3,6	3 433
	• Prix	1,3	0,8	1,1	0,0	
	• Volume	5,4	5,7	5,9	3,6	
KINÉSITHÉRAPEUTES	• Valeur	4,7	6,3	6,5	9,1	2 886
	• Prix	1,7	2,2	-1,3	-1,7	
	• Volume	2,9	4,0	7,9	11,0	
AUTRES*	• Valeur	8,2	9,3	7,6	3,1	547
	• Prix	1,0	2,3	0,1	0,0	
	• Volume	7,1	6,9	7,4	3,1	
ENSEMBLE	• Valeur	6,0	6,7	6,8	5,8	6 866
	• Prix	1,4	1,5	0,2	-0,8	
	• Volume	4,5	5,1	6,6	6,7	

* Orthophonistes et orthoptistes.

Dans leur ensemble, les effectifs d'auxiliaires médicaux recensés par la CNAMts augmentent à un rythme plus soutenu (+ 1,6%) que ceux du reste des professions de santé (tableau 24).

tableau 24 ● évolution du nombre d'auxiliaires médicaux

	1999	2000	2001
PROFESSIONS LIBÉRALES			
• INFIRMIERS	47 676	48 503	48 575
Évolution en %	2,4	1,7	0,1
• KINÉSITHÉRAPEUTES	37 284	38 402	39 554
Évolution en %	2,3	3,0	3,0
• ORTHOPHONISTES	9 901	10 196	10 519
Évolution en %	3,6	3,0	3,2
• ORTHOPTISTES	1 375	1 421	1 434
Évolution en %	2,8	3,3	0,9
• ENSEMBLE LIBÉRAUX	96 236	98 522	100 082
Évolution en %	2,5	2,4	1,6

Source : SNIR France métropolitaine

Source : DREES

	1999	2000	2001
ENSEMBLE LIBÉRAUX ET SALARIÉS			
• INFIRMIERS	367 126	382 926	397 506
Évolution en %	2,0	4,3	3,8
• KINÉSITHÉRAPEUTES	50 474	52 056	53 997
Évolution en %	2,3	3,1	3,7

Source : DREES

les soins infirmiers

Les soins infirmiers enregistrés dans les comptes de la santé intègrent les services de soins à domicile (SSIAD) et s'élèvent à 3,4 milliards d'euros en 2001 (tableau 23), en augmentation de 3,6% sur 2000. L'augmentation en volume est également de 3,6%, la progression des prix étant nulle. Une part croissante de ces soins concerne l'activité des SSIAD qui reflète l'augmentation rapide du nombre de personnes âgées dépendantes soignées à domicile.

En 2001, les tarifs d'honoraires des infirmiers sont restés stables.

Les effectifs d'infirmiers libéraux recensés par la CNAMts (tableau 24) ont à peine augmenté en 2001 (+0,1%). Il faut noter que les infirmiers exerçant leur activité dans le secteur libéral ne représentent que 12% de l'ensemble de la profession dont l'effectif global progresse de 3,8% en 2001.

les soins des masseurs-kinésithérapeutes

Ils se montent à 2,9 milliards d'euros en 2001 et progressent de 9,1% sur 2000 en valeur et de 11,0% en volume (tableau 25).

Cette évolution enregistre l'incidence en année pleine de l'arrêt du 5 octobre 2000 portant refonte de la nomenclature des actes des masseurs-kinésithérapeutes. D'une part, ces dispositions ont pour effet de modifier l'exercice de la profession, en permettant au kinésithérapeute de décider du nombre de séances lorsque celui-ci n'est pas indiqué dans la prescription. Elles prévoient par ailleurs un bilan diagnostic kinésithérapique obligatoire à partir de dix séances et bénéficiant d'une rémunération forfaitaire. Elles entraînent enfin une modification de la nomenclature, en augmentant le nombre des coefficients attachés à la plupart des actes, en créant de nouveaux actes et une nouvelle lettre-clé AMS réservée à la rééducation des conséquences des affections orthopédiques et rhumatologiques.

Comme pour les autres auxiliaires médicaux, leurs effectifs augmentent à un rythme plus soutenu (+3,0%) (tableau 24) que celui des autres professions médicales.

les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes

Cette catégorie de soins augmente de 3,1% en 2001 en valeur et en volume (tableau 23). Les tarifs des honoraires sont restés inchangés en 2001.

La croissance des effectifs d'orthophonistes et d'orthoptistes, respectivement de + 3,2% et + 0,9%, place ces professions parmi celles dont la démographie est la plus favorable (tableau 24).

- les laboratoires d'analyses

En 2001, la consommation d'analyses et de prélèvements en laboratoire s'élève à 3,0 milliards d'euros, en augmentation de 7,7 % par rapport à 2000, soit un taux de croissance sensiblement supérieur à celui enregistré en 2000, et à celui observé les années précédentes (tableau 25).

tableau 25 ● évolution de la consommation d'analyses de laboratoires

	Taux de croissance annuels moyens			
	90-95	1999	2000	2001
Valeur	1,4	4,8	7,1	7,7
Prix	0,4	-0,8	-1,7	-1,6
Volume	1,0	5,6	9,0	9,4

En 2001 les prix baissent de 1,6%, sous l'effet en année pleine des baisses des tarifs décidées au 2^{ème} trimestre 2000 des actes en B (biologie) et en P (anatomo-cyto-pathologies)

Compte tenu de ces baisses de prix, la variation du volume de la consommation est, en 2001, de 9,4%. Elle est supérieure à celle observée en 2000 (+ 9,0%), ce qui constitue un rythme très élevé par rapport au taux de croissance constaté en 1999 (+ 5,6%).

Depuis 1997 on observe une diminution du nombre des laboratoires, dont le nombre reste toutefois encore supérieur à ce qu'il était en 1990 (tableau 26).

tableau 26 ● évolution du nombre de laboratoires

	1990	1999	2000	2001
• NOMBRE	3 905	4 110	4 084	4 012
Évolution en %		-0,5	-0,6	-1,8

Source : SNIR France métropolitaine - Calculs DREES

• les cures thermales

La consommation de cures thermales est de 900 millions d'euros, en progression de 3,6% par rapport à 2000 (tableau 27). Ce poste regroupe les forfaits soins (300 millions) et l'hébergement (600 millions). Depuis l'année 1999, troisième et dernière étape de l'harmonisation prévue par la convention du 5 mars 1997, les prix et le nombre de séances pour les différents soins sont identiques, selon l'orientation thérapeutique, dans toutes les stations thermales. L'activité des stations thermales repart à la hausse en 2001, après la forte diminution de l'année 2000.

tableau 27 ● évolution de la consommation de cures thermales

	90-95	1999	2000	2001
				en %
Valeur	1,4	4,4	-2,3	3,6
Prix	2,4	1,7	2,0	1,8
Volume	-1,0	2,7	-4,2	1,8

III • les transports sanitaires ■

En 2001, la consommation de transports sanitaires s'élève à 2 milliards d'euros, soit une croissance de 9,9% contre 8,8% en 2000 (tableau 28). L'effet prix étant de 3,3%, la croissance en volume atteint 6,4% en 2001, soit 0,6 point de moins qu'en 2000.

tableau 28 ● évolution de la consommation de transports de malades

	90-95	1999	2000	2001
Valeur	6,7	8,2	8,8	9,9
Prix	2,2	2,9	1,6	3,3
Volume	4,4	5,2	7,0	6,4

IV • les médicaments

En 2001, la consommation de médicaments a atteint 27,3 milliards d'euros, soit une progression de 8,3%, intermédiaire entre la forte augmentation de 2000 (+ 9,5%) et le rythme observé en 1999 (tableau 29). Par habitant, elle se situe en moyenne à 448 euros (+ 7,7% par rapport à 2000).

Les prix ayant diminué (-1,1%), l'augmentation en volume est de 9,5%, soit en définitive un ralentissement modeste par rapport à 2000 (+ 9,9%). Cet effet volume recouvre à la fois une augmentation du nombre d'unités vendues et l'arrivée de nouveaux produits plus onéreux qui se substituent à d'anciens produits peu coûteux, l'indice des prix mesurant seulement la variation des prix à structure inchangée

tableau 29 ● évolution de la consommation de médicaments

	en %			
	90-95	1999	2000	2001
Valeur	6,1	6,7	9,5	8,3
Prix	0,6	-0,2	-0,4	-1,1
Volume	5,5	7,0	9,9	9,5

L'Insee publie séparément l'indice des prix des spécialités remboursables et celui des spécialités non remboursables, en moyenne annuelle, et base 100 en 1998. L'analyse du prix des médicaments à partir des indices de prix des spécialités remboursables et non remboursables fait ressortir nettement (tableau 30) que ce sont les médicaments remboursables, dont les prix sont administrés, qui ont été à l'origine de l'évolution globale négative des prix.

tableau 30 ● indice des prix des spécialités pharmaceutiques

base 100 = 1998

	1998	1999	2000	2001
• SPÉCIALITÉS REMBOURSABLES	100,0	99,5	98,8	97,5
Évolution en %		-0,5	-0,7	-1,3
• SPÉCIALITÉS NON REMBOURSABLES	100,0	102,4	104,7	106,3
Évolution en %		2,4	2,2	1,5
• ENSEMBLE	100,0	99,8	99,4	98,3
Évolution en %		-0,2	-0,4	-1,1

Source : INSEE

Ces baisses des prix constituent l'effet essentiel des plans mis en œuvre en 2000 et à l'automne 2001, et ont été particulièrement importantes pour certaines spécialités (médicaments de la classe thérapeutique cardio-vasculaire, anti-dépresseurs...).

V • les autres biens médicaux ■

Leur consommation totale s'élève à 7,4 milliards d'euros en 2001, soit 3,6 milliards d'euros pour l'optique, 1,9 milliard d'euros pour les prothèses, orthèses et véhicules pour handicapés physiques, et 1,9 milliard d'euros de petits matériels et pansements (tableau 31).

La consommation des « autres biens médicaux » a progressé en valeur de 11,8% en 2001 contre 13,7% en 2000.

tableau 31 ● évolution de la consommation des autres biens médicaux

	en %			
	90-95	1999	2000	2001
OPTIQUE				
• Valeur	7,5	5,2	14,0	10,9
• Prix	3,7	1,5	0,5	1,1
• Volume	3,7	3,7	13,4	9,7
PROTHÈSES, ORTHÈSES, VHP*				
• Valeur	7,3	7,0	9,8	9,4
• Prix	1,6	0,0	0,8	0,7
• Volume	5,6	7,0	8,9	8,7
PETITS MATÉRIELS ET PANSEMENTS				
• Valeur	23,5	41,7	17,3	16,1
• Prix	1,8	0,2	1,1	1,0
• Volume	21,3	41,4	16,0	14,9

* Véhicules pour handicapés physiques.

Optique

Le taux de croissance de la consommation d'optique, qui s'était ralenti depuis le début de la précédente décennie, connaît depuis 2000 une accélération qui se confirme en 2001 : + 10,9% en volume et + 9,7 % en valeur.

Prothèses, orthèses, VHP

La consommation de prothèses (au sens large incluant les orthèses et les VHP) avait elle aussi connu un ralentissement au début des années quatre-vingt-dix.. La croissance en valeur s'accélère en 1999 (+7,0%) et plus encore en 2000 (+ 9,8%) et 2001 (+ 9,4%). Dans le même temps, la progression des prix reprend pour atteindre +0,7% en 2001, aboutissant à une croissance de + 8,7% en volume.

Petits matériels et pansements

Ce poste est d'une grande hétérogénéité. Il comprend plus de 6 000 lignes de nomenclature.

De tous les soins et biens médicaux, ce sont les dépenses d'articles et pansements qui connaissent la plus forte progression : depuis 1990, leur valeur a été multipliée par plus de dix. De 1996 à 2000, le taux de progression se situe autour de 30 % par an. En 2001, la croissance est à + 16,1%. La variation de prix atteint + 1,0%, conduisant à une estimation de l'évolution en volume de 14,9% pour 2001, donc toujours vigoureuse.

VI • la consommation de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique

La consommation individualisable de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique s'élève à 2,8 milliards d'euros en 2001 (tableau 32). Le taux d'augmentation (4,1% par rapport à 2000) reste inférieur à la tendance de la période 1990-1995.

Il convient de rappeler que seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables, ce qui minore l'importance réelle des dépenses de prévention. On ne peut en effet identifier l'activité médicale qui a un caractère préventif non isolable et qui est incluse dans la consommation de soins et de biens médicaux (actes et prescriptions des médecins et dentistes en ambulatoire essentiellement). En outre, il faut souligner que les délais de disponibilité de certaines informations font de ces données des informations très provisoires.

tableau 32 ● consommation de services de médecine préventive

	Taux d'accroissements annuels en %				en % Montants 2001 (en millions d'euros)
	90-95	1999	2000	2001	
MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES	4,6	2,6	3,2	4,1	2 498
• Médecine du travail	4,5	4,4	4,7	3,5	1 240
• Médecine scolaire	5,4	0,3	3,0	6,9	423
• PMI et planning familial	5,3	3,0	3,0	3,0	460
• Prophylaxie, dépistages, examens	3,2	-0,9	-1,4	4,3	375
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE	9,9	15,5	9,7	3,9	301
TOTAL	5,0	3,8	3,8	4,1	2 799

LA DÉPENSE COURANTE DE SANTÉ

La dépense courante de santé reprend l'ensemble des versements intervenus durant une année au titre de la santé (dépenses en capital exclues).

Elle regroupe :

- la consommation de soins et de biens médicaux ;
- les dépenses d'aides aux malades (indemnités journalières) ;
- les dépenses de subventions au système de soins (prise en charge des cotisations sociales des médecins du Secteur I et des autres praticiens conventionnés) ;
- les dépenses de prévention regroupant la médecine préventive et les missions de santé publique à caractère général ;
- la recherche médicale et pharmaceutique ;
- la formation des professionnels de la santé ;
- les dépenses de gestion générale de la santé (fonctionnement du ministère de la Santé, gestion des prestations de soins par les mutuelles et les administrations privées intervenant dans le domaine de la santé).

En 2001, le montant de la dépense courante de santé s'élève à 148,5 milliards d'euros. Elle représente 10,1% du PIB soit une augmentation de 0,2 point par rapport à 2000.

tableau 33 ● dépense courante de santé en 2001

	Montants (en millions d'euros)	Structure (en %)
DÉPENSES POUR LES MALADES	138 970	93,6
• Soins et biens médicaux*	128 533	86,6
• Aides aux malades	8 727	5,9
• Subventions au système de soins	1 710	1,2
DÉPENSES DE PRÉVENTION	3 497	2,4
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	6 321	4,3
• Recherche	5 586	3,8
• Formation	734	0,5
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	2 589	1,7
DOUBLE COMPTE**	-2 897	-2,0
DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	148 480	100,0

* La différence entre cette évaluation et celle du tableau 01 concerne l'hôpital public ; le tableau 01 évalue la consommation de soins, alors que le tableau ci-dessus retrace l'ensemble des financements.

** Dépenses de recherche pharmaceutique financées en partie par la vente des médicaments et par les dépenses de recherche clinique des hôpitaux financées par la dotation globale.

Le tableau 34 présente l'évolution et la structure de la dépense courante de santé depuis 1999. L'augmentation en valeur est de + 5,7% en 2001, soit sensiblement le même rythme qu'en 2000 (+ 5,6%). Son accélération suit celle de la consommation de soins et de biens médicaux.

tableau 34 ● évolution et structure de la dépense courante de santé (en %)

	Évolution annuelle			Structure		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
DÉPENSES POUR LES MALADES	3,8	5,4	5,7	93,7	93,6	93,6
• Soins et biens médicaux *	3,6	5,3	5,6	86,8	86,6	86,6
DÉPENSES DE PRÉVENTION	5,8	3,6	4,2	2,4	2,4	2,4
DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	12,7	2,1	2,6	4,5	4,4	4,3
• Recherche	14,3	2,1	2,6	4,0	3,9	3,8
DÉPENSES DE GESTION GÉNÉRALE	4,7	5,5	7,1	1,7	1,7	1,7
DOUBLE COMPTE **	-	-	-	-2,4	-2,1	-2,0
DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	4,0	5,6	5,7	100,0	100,0	100,0

* La différence entre cette évaluation et celle du tableau 01 concerne l'hôpital public ; le tableau 01 évalue la consommation de soins, alors que le tableau ci-dessus retrace l'ensemble des financements.

** Dépenses de recherche pharmaceutique financées en partie par la vente des médicaments et par les dépenses de recherche clinique des hôpitaux financées par la dotation globale.

2^{ème} partie

LE FINANCEMENT DE LA DÉPENSE DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX

L'analyse du financement de cette partie de la dépense de santé, qui est celle réalisée au profit des producteurs de soins¹ et des distributeurs de biens médicaux², se fonde sur l'évolution des dépenses consenties par l'assurance maladie, l'État et les collectivités locales, les mutuelles, institutions de prévoyance et sociétés d'assurance ainsi que par les ménages.

Dans cette approche, les taux de couverture des dépenses par la Sécurité sociale se mesurent par le rapport entre les remboursements des régimes sociaux et l'ensemble de la dépense de soins et de biens médicaux (remboursables et non remboursables).

1 - Hôpitaux, cabinets libéraux, laboratoires d'analyses.

2 - Officines pharmaceutiques et autres distributeurs de biens médicaux.

I • structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

Globalement, la part de la Sécurité sociale dans la couverture de l'ensemble des dépenses de soins et de biens médicaux se stabilise entre 2000 et 2001 à 75,4%, soit plus d'un demi point de moins qu'en 1990. Cette évolution sur longue période s'explique par la part croissante prise par les catégories de dépenses relativement les moins bien remboursées (dentistes, médicaments...). Toutefois, la stabilisation observée en 2001 de la part de la dépense courante de soins et de biens médicaux prise en charge par la Sécurité Sociale trouve son origine dans l'amélioration des taux de remboursement réglementaire du régime des travailleurs indépendants. Ces taux ont en effet été alignés sur ceux en vigueur dans le Régime Général au 1^{er} janvier 2001. De plus, en raison de la montée en charge en 2001 de la CMU, la part revenant à l'Etat augmente de 0,2 point. Les comptes de l'année 2001 confirment par ailleurs la poursuite des autres tendances, caractérisées par la diminution de la part du financement laissée à la charge des ménages alors que les institutions de prévoyance et surtout les mutuelles voient leur contribution s'accroître.

tableau 35 ● structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

	en %			
	1990	1999	2000	2001
• Sécurité sociale	76,1	75,5	75,4	75,4
• État, collectivités locales et CMU	1,1	1,1	1,1	1,3
• Mutuelles	6,1	7,3	7,4	7,5
• Sociétés d'assurance	16,7	2,8	2,6	2,4
• Institutions de prévoyance		2,0	2,2	2,3
• Ménages		11,2	11,3	11,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

II • structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées

La part de la Sécurité sociale dans le financement du secteur hospitalier est la plus élevée de tous les postes de dépenses de soins et biens médicaux. Le forfait hospitalier journalier constitue la principale dépense hospitalière qui ne fait pas l'objet d'une prise en charge publique. Le gel de son tarif depuis 1996 et sa prise en charge dans le cadre de la CMU expliquent la progression légère, mais régulière, du poids de la Sécurité Sociale et des autres administrations publiques dans le financement de l'hôpital.

tableau 36 ● structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées

	en %			
	1990	1999	2000	2001
• Sécurité sociale	90,7	91,1	91,2	91,3
• État, collectivités locales et CMU	1,4	1,1	1,1	1,2
• Mutuelles	1,7	2,3	2,3	2,4
• Sociétés d'assurance		0,7	0,7	0,7
• Institutions de prévoyance	6,2	0,7	0,8	0,9
• Ménages		4,2	3,9	3,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

III • structure de financement des prestataires de soins ambulatoires

La part versée par la Sécurité sociale augmente de 0,3 point en 2001, en raison de l'alignement des taux de remboursement des dépenses médicales des professions indépendantes sur ceux des salariés du régime général. Cette progression est renforcée par une hausse des concours de l'Etat de 0,3 point également. C'est la montée en charge de la CMU qui explique cette dernière évolution.

Pour ces raisons, la participation directe des ménages diminue de 0,5 point entre 2000 et 2001.

tableau 37 ● structure de financement des prestataires de soins ambulatoires
(médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales)

	en %			
	1990	1999	2000	2001
• Sécurité sociale	64,8	63,9	63,9	64,2
• État, collectivités locales et CMU	0,8	1,1	1,2	1,5
• Mutuelles	10,0	12,2	12,3	12,5
• Sociétés d'assurance		5,0	4,7	4,4
• Institutions de prévoyance	24,4	3,6	3,7	3,6
• Ménages		14,2	14,2	13,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

IV • structure de financement des distributeurs de biens médicaux

Entre 1990 et 2001 le taux de remboursement par la Sécurité sociale a augmenté de 2,6 points. Cette évolution s'explique notamment par un glissement de la consommation vers les médicaments les mieux remboursés, auquel s'ajoute en 2001 un accroissement du poids relatif des remboursements à 100 % et l'alignement des taux de remboursement pour les professions indépendantes : la part de la Sécurité Sociale augmente de 0,6 point entre 2000 et 2001.

tableau 38 ● structure de financement des distributeurs de biens médicaux
(médicaments, optiques, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements)

	en %			
	1990	1999	2000	2001
• Sécurité sociale	55,9	57,5	57,9	58,5
• État, collectivités locales et CMU	0,8	1,0	1,0	1,2
• Mutuelles	11,6	12,1	11,8	11,6
• Sociétés d'assurance	31,7	4,4	3,9	3,6
• Institutions de prévoyance		3,1	3,4	3,5
• Ménages		21,9	21,9	21,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

annexes

- I • PART DE LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ
DANS LE PIB DANS LES PAYS DE L'OCDE
- II • LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER
DE 1990 À 2001
- III • LA PRÉVENTION COLLECTIVE
- IV • LA RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE
- V • LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons internationales au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) : elle est évaluée à partir de la dépense courante de santé en défalquant les indemnités journalières, les dépenses de recherche et de formation médicales et en ajoutant la formation brute de capital fixe du secteur hospitalier public.

Dans ce cadre harmonisé, et sur des données provisoires, l'OCDE évalue à 9,5 % la part de la dépense nationale de santé dans le PIB en France en 2000. Les données des comptes de la santé pour l'année 2001 conduisent à réviser ce ratio à 9,4 % en 2000.

Les dernières données disponibles pour tous les pays de l'OCDE sont relatives à l'année 2000. Elles situent la France au quatrième rang derrière les États-Unis (13,0 %), la Suisse (10,7 %) et l'Allemagne (10,6 %). La part des dépenses de santé dans le PIB augmente en France à un rythme relativement lent. Elle croît au total de 0,9 point de PIB depuis 1990. De ce point de vue, la France se place en position moyenne, au treizième rang des pays de l'OCDE, soit au même niveau que l'Autriche et assez loin derrière la Suisse (hausse de 2,2 points) ou l'Allemagne (hausse de 1,9 point).

annexe 1 :
LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCDE

part de la dépense nationale de santé dans le PIB

	en %						
	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Allemagne (1)	8,7	10,6	10,9	10,7	10,6	10,7	10,6
Australie	7,8	8,2	8,3	8,4	8,5	8,4	8,3
Autriche	7,1	8,6	8,7	8,0	8,0	8,1	8,0
Belgique	7,4	8,7	8,8	8,5	8,5	8,7	8,7
Canada	9,0	9,1	8,9	8,9	9,1	9,2	9,1
Corée	4,8	4,7	4,9	5,0	5,1	5,6	5,9
Danemark	8,5	8,2	8,3	8,2	8,4	8,5	8,3
Espagne	6,6	7,7	7,7	7,6	7,6	7,7	7,7
Etats-Unis	11,9	13,3	13,2	13,0	12,9	13,0	13,0
Finlande	7,9	7,5	7,7	7,3	6,9	6,9	6,6
France	8,6	9,6	9,6	9,4	9,3	9,4	9,5
Grèce	7,5	8,9	8,9	8,7	8,7	8,7	8,3
Hongrie	7,1	7,5	7,2	7,0	6,9	6,8	6,8
Irlande	6,6	7,2	7,0	6,9	6,8	6,8	6,7
Islande	7,9	8,2	8,2	8,0	8,3	8,7	8,9
Italie	8,0	7,4	7,5	7,7	7,7	7,8	8,1
Japon	5,9	7,0	7,0	7,2	7,1	7,4	7,8
Luxembourg	6,1	6,4	6,4	5,9	5,8	6,0	
Mexique	4,4	5,6	5,3	5,3	5,3	5,4	5,4
Norvège	7,8	8,0	8,0	8,0	8,5	8,5	7,5
Nouvelle-Zélande	6,9	7,2	7,2	7,5	7,9	7,9	8,0
Pays-Bas	8,0	8,4	8,3	8,2	8,1	8,2	8,1
Pologne	5,3	6,0	6,4	6,1	6,4	6,2	0,0
Portugal	6,2	8,3	8,5	8,6	8,3	8,4	8,2
Royaume-Uni	6,0	7,0	7,0	6,8	6,8	7,1	7,3
République Slovaque				6,1	5,9	5,8	5,9
République Tchèque	5,0	7,3	7,1	7,1	7,1	7,2	7,2
Suisse	8,5	10,0	10,4	10,4	10,6	10,7	10,7
Suède	8,5	8,1	8,4	8,1	7,9		
Turquie	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8		

(1) Länder de la République fédérale avant réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.
Source : OCDE

annexe 2 ■

LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER DE 1990 À 2001

Les comptes du secteur public hospitalier sont établis chaque année.

Ces comptes sont cohérents avec les agrégats des comptes de la santé :

- la consommation médicale totale ;
- la dépense courante de santé.

Ils sont intégrés dans les Comptes nationaux présentés en mai ou juin à la Commission des comptes de la nation.

Les comptes de 1990 à 1999 sont des comptes définitifs.

Les comptes des années 2000 et 2001 seront corrigés au cours des deux années qui viennent, au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données statistiques.

annexe 2 :
LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER DE 1990 À 2001

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Consommation intermédiaire	8 119	• Prestations de services non marchands	28 626
• Valeur ajoutée brute	24 342	- dont paiements partiels	3 006
TOTAL EMPLOIS	32 461	• Ventes	3 835
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	32 461
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	15 960		
- charges sociales	5 440		
- impôts sur la production	1 710		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 232		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Transferts courants et divers	698	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 232
• Intérêts versés	617	• Dotation globale	27 176
• Primes d'assurance-dommage	87	• Transferts courants divers	34
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	25 620	• Conventions internationales	144
• Solde : épargne	1 590	• Intérêts reçus	26
TOTAL EMPLOIS	28 611	TOTAL RESSOURCES	28 611

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
• Formation brute de capital fixe	2 158	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 590
• Solde :	-325	• Aide à l'investissement	243
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	1 833	TOTAL RESSOURCES	1 833

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Consommation intermédiaire	8 629	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	30 263 3 113
• Valeur ajoutée brute	25 724	• Ventes	4 090
TOTAL EMPLOIS	34 353	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	34 353
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	16 806		
- charges sociales	5 725		
- impôts sur la production	1 819		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 374		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Transferts courants et divers	733	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 374
• Intérêts versés	680	• Dotation globale	28 589
• Primes d'assurance-dommage	91	• Transferts courants divers	35
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	27 150	• Conventions internationales	152
• Solde : épargne	1 523	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	30 177	TOTAL RESSOURCES	30 177

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
• Formation brute de capital fixe	2 458	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 523
• Solde :	-660	• Aide à l'investissement	275
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	1 798	TOTAL RESSOURCES	1 798

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Consommation intermédiaire	8 971	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	32 301 3 269
• Valeur ajoutée brute	27 671	• Ventes	4 341
TOTAL EMPLOIS	36 642	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	36 642
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	18 118		
- charges sociales	6 096		
- impôts sur la production	1 965		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 492		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Transferts courants et divers	779	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 492
• Intérêts versés	708	• Dotation globale	30 545
• Primes d'assurance-dommage	95	• Transferts courants divers	37
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	29 032	• Conventions internationales	171
• Solde : épargne	1 659	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	32 272	TOTAL RESSOURCES	32 272

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
• Formation brute de capital fixe	2 711	• Épargne (reprise du solde précédent)	1 659
• Solde :	-747	• Aide à l'investissement	305
- capacité (+) de financement - ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	1 964	TOTAL RESSOURCES	1 964

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Consommation intermédiaire	10 091	• Prestations de services non marchands	34 267
• Valeur ajoutée brute	29 205	- dont paiements partiels	3 286
TOTAL EMPLOIS	39 296	• Ventes	5 029
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	39 296
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	19 047		
- charges sociales	6 394		
- impôts sur la production	2 086		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 678		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Transferts courants et divers	738	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 678
• Intérêts versés	677	• Dotation globale	32 550
• Primes d'assurance-dommage	103	• Transferts courants divers	367
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	30 981	• Conventions internationales	158
• Solde : épargne	2 285	• Intérêts reçus	30
TOTAL EMPLOIS	34 784	TOTAL RESSOURCES	34 784

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
• Formation brute de capital fixe	2 856	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 285
• Solde :	-378	• Aide à l'investissement	193
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 478	TOTAL RESSOURCES	2 478

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Consommation intermédiaire	10 386	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	35 778 3 451
• Valeur ajoutée brute	30 632	• Ventes	5 240
TOTAL EMPLOIS	41 018	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	41 018
• Décomposition de la valeur ajoutée : - salaire et traitements bruts	19 928		
- charges sociales	6 695		
- impôts sur la production	2 216		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 793		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Transferts courants et divers	667	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 793
• Intérêts versés	671	• Dotation globale	33 939
• Primes d'assurance-dommage	123	• Transferts courants divers	324
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	32 327	• Conventions internationales	148
• Solde : épargne	2 445	• Intérêts reçus	28
TOTAL EMPLOIS	36 232	TOTAL RESSOURCES	36 232

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
• Formation brute de capital fixe	2 904	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 445
• Solde : - capacité (+) de financement - ou besoin (-) de financement	-181	• Aide à l'investissement	278
TOTAL EMPLOIS	2 723	TOTAL RESSOURCES	2 723

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Consommation intermédiaire	10 709	• Prestations de services non marchands	37 708
• Valeur ajoutée brute	32 503	- dont paiements partiels	3 590
TOTAL EMPLOIS	43 212	• Ventes	5 504
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	43 212
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	20 826		
- charges sociales	7 424		
- impôts sur la production	2 369		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 884		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Transferts courants et divers	684	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 884
• Intérêts versés	669	• Dotation globale	35 854
• Primes d'assurance-dommage	133	• Transferts courants divers	441
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	34 119	• Conventions internationales	146
• Solde : épargne	2 746	• Intérêts reçus	25
TOTAL EMPLOIS	38 351	TOTAL RESSOURCES	38 351

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
• Formation brute de capital fixe	2 855	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 746
• Solde :	163	• Aide à l'investissement	272
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 018	TOTAL RESSOURCES	3 018

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Consommation intermédiaire	10 859	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	38 854 3 848
• Valeur ajoutée brute	33 496	• Ventes	5 501
TOTAL EMPLOIS	44 355	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	44 355
• Décomposition de la valeur ajoutée : - salaire et traitements bruts	21 432		
- charges sociales	7 619		
- impôts sur la production	2 450		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	1 995		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Transferts courants et divers	735	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	1 995
• Intérêts versés	655	• Dotation globale	36 625
• Primes d'assurance-dommage	150	• Transferts courants divers	463
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	35 006	• Conventions internationales	124
• Solde : épargne	2 687	• Intérêts reçus	27
TOTAL EMPLOIS	39 234	TOTAL RESSOURCES	39 234

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
• Formation brute de capital fixe	2 985	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 687
• Solde : - capacité (+) de financement - ou besoin (-) de financement	-39	• Aide à l'investissement	259
TOTAL EMPLOIS	2 946	TOTAL RESSOURCES	2 946

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Consommation intermédiaire	11 056	• Prestations de services non marchands	39 269
• Valeur ajoutée brute	33 945	- dont paiements partiels	3 919
TOTAL EMPLOIS	45 001	• Ventes	5 732
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	45 001
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	21 802		
- charges sociales	7 728		
- impôts sur la production	2 328		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 087		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Transferts courants et divers	752	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 087
• Intérêts versés	611	• Dotation globale	37 057
• Primes d'assurance-dommage	129	• Transferts courants divers	440
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	35 350	• Conventions internationales	127
• Solde : épargne	2 893	• Intérêts reçus	24
TOTAL EMPLOIS	39 736	TOTAL RESSOURCES	39 736

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
• Formation brute de capital fixe	2 783	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 893
• Solde :	362	• Aide à l'investissement	252
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 145	TOTAL RESSOURCES	3 145

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Consommation intermédiaire	11 494	• Prestations de services non marchands	41 040
• Valeur ajoutée brute	35 523	- dont paiements partiels	3 959
TOTAL EMPLOIS	47 017	• Ventes	5 977
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	47 017
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	22 807		
- charges sociales	8 066		
- impôts sur la production	2 448		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 203		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Transferts courants et divers	753	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 203
• Intérêts versés	578	• Dotation globale	38 548
• Primes d'assurance-dommage	132	• Transferts courants divers	463
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	37 081	• Conventions internationales	133
• Solde : épargne	2 823	• Intérêts reçus	21
TOTAL EMPLOIS	41 368	TOTAL RESSOURCES	41 368

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
• Formation brute de capital fixe	2 862	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 823
• Solde :	93	• Aide à l'investissement	131
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 955	TOTAL RESSOURCES	2 955

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Consommation intermédiaire	11 962	• Prestations de services non marchands	42 209
• Valeur ajoutée brute	36 637	- dont paiements partiels	3 965
TOTAL EMPLOIS	48 599	• Ventes	6 390
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	48 599
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	23 483		
- charges sociales	8 328		
- impôts sur la production	2 548		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 278		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Transferts courants et divers	824	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 278
• Intérêts versés	532	• Dotation globale	39 461
• Primes d'assurance-dommage	101	• Transferts courants divers	525
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	38 244	• Conventions internationales	127
• Solde : épargne	2 709	• Intérêts reçus	19
TOTAL EMPLOIS	42 411	TOTAL RESSOURCES	42 411

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
• Formation brute de capital fixe	3 005	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 709
• Solde :	-166	• Aide à l'investissement	130
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	2 839	TOTAL RESSOURCES	2 839

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Consommation intermédiaire	12 337	• Prestations de services non marchands - dont paiements partiels	43 838 4 003
• Valeur ajoutée brute	38 216	• Ventes	6 715
TOTAL EMPLOIS	50 553	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	50 553
• Décomposition de la valeur ajoutée : - salaire et traitements bruts	24 407		
- charges sociales	8 740		
- impôts sur la production	2 685		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 384		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Transferts courants et divers	752	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 384
• Intérêts versés	532	• Dotation globale	40 843
• Primes d'assurance-dommage	111	• Transferts courants divers	777
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	39 835	• Conventions internationales	131
• Solde : épargne	2 925	• Intérêts reçus	20
TOTAL EMPLOIS	44 155	TOTAL RESSOURCES	44 155

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2000	RESSOURCES	2000
• Formation brute de capital fixe	3 044	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 925
• Solde : - capacité (+) de financement - ou besoin (-) de financement	33	• Aide à l'investissement	152
TOTAL EMPLOIS	3 077	TOTAL RESSOURCES	3 077

1^{er} groupe : comptes de production / exploitation

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Consommation intermédiaire	13 240	• Prestations de services non marchands	45 823
• Valeur ajoutée brute	39 734	- dont paiements partiels	4 155
TOTAL EMPLOIS	52 973	• Ventes	7 150
		PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	52 973
• Décomposition de la valeur ajoutée :			
- salaire et traitements bruts	25 352		
- charges sociales	9 126		
- impôts sur la production	2 784		
- dotation aux amortissements (immobilisations)	2 472		

2^{ème} groupe : comptes d'affectation et d'utilisation des revenus

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Transferts courants et divers	770	• Dotations aux amortissements (immobilisations)	2 472
• Intérêts versés	555	• Dotation globale	42 563
• Primes d'assurance-dommage	114	• Transferts courants divers	807
• Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	41 668	• Conventions internationales	134
• Solde : épargne	2 889	• Intérêts reçus	20
TOTAL EMPLOIS	45 996	TOTAL RESSOURCES	45 996

comptes de capital

en millions d'euros

EMPLOIS	2001	RESSOURCES	2001
• Formation brute de capital fixe	3 156	• Épargne (reprise du solde précédent)	2 889
• Solde :	-148	• Aide à l'investissement	119
- capacité (+) de financement			
- ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	3 008	TOTAL RESSOURCES	3 008

MÉDECINE PRÉVENTIVE, DÉPISTAGE ET AUTRES MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE

Cette rubrique de la consommation médicale totale comprend trois volets :

- la médecine préventive, la prophylaxie et les dépistages. Ce sont les actes médicaux statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les dépenses recensées à ce niveau ne concernent que les actes effectués dans le cadre de programmes financés par les collectivités publiques (PMI, santé scolaire, ...), les fonds de prévention de l'assurance maladie et les entreprises (pour ce qui concerne la médecine du travail). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) qui sont en revanche effectués en ville sont donc statistiquement confondus dans les remboursements de soins et sont donc ignorés. Ils n'ont pu faire que l'objet d'une estimation ponctuelle pour l'année 1992 (dans l'enquête décennale santé). Seuls les vaccins, qui désormais sont déclarés à l'AFSSAPS, font l'objet d'un suivi statistique ;

- les programmes spécifiques de santé publique. Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies ou sur les comportements et situations à risque (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme, Sida, action en direction des populations à risques) ;

- les missions de santé publique à caractère général. Elles regroupent la protection de la santé (observation/veille/alerte, sécurité sanitaire et hygiène du milieu) et la promotion de la santé (information, sensibilisation, éducation). Les financements correspondants proviennent du ministère de la Santé, des établissements publics sanitaires placés sous sa tutelle et des collectivités locales ;

• en outre, seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables, ce qui minore l'importance réelle des dépenses de prévention. On ne prend en effet pas en compte l'activité médicale qui a un caractère préventif non isolable et qui est incluse dans la consommation de soins et de biens médicaux.

Le tableau ci-après présente un détail des évaluations correspondantes.

médecine préventive, dépistages et autres missions de santé publique			
	en millions d'euros		
	1999	2000	2001
1. MÉDECINE PRÉVENTIVE ET DÉPISTAGES	2 326	2 400	2 498
• PMI et planning familial	434	447	460
• Santé scolaire	384	396	423
• Médecine du travail	1 144	1 198	1 240
• Vaccinations	273	281	286
- obligatoires	106	115	134
- recommandés	73	76	64
- dont hépatite B	33	39	30
- grippe	61	60	62
- autres	33	30	26
• Double compte vaccinations (-)	-232	-247	-247
• Dépistages	323	325	336
- Cancers	31	36	37
- MST	30	30	31
- Tuberculose	68	70	72
- Examens de santé	141	140	142
- Non ventilé	54	48	53
2. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE	265	290	301
• Toxicomanie	152	160	168
• Alcoolisme/Tabagisme	14	15	16
• Pratiques addictives	-	-	-
• SIDA	80	80	80
• Autres	19	36	37
3. MISSIONS DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	648	665	697
• Prévention des risques professionnels (hors médecine du travail)	305	310	315
• Protection de la santé	302	326	352
- Observation, veille, alerte	18	21	21
- Sécurité sanitaire	170	190	212
- Hygiène du milieu	113	116	120
• Promotion de la santé			
- Education/information	41	29	30
- Autres			
TOTAL (1+2 +3)	3 239	3 355	3 497

DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE

	en millions d'euros		
	1999	2000	2001
FINANCEMENTS BUDGÉTAIRES	2 077	2 424	2 571
• Budget civil de R et D	1 604	1 708	1 839
• Autres	473	717	732
HÔPITAUX PUBLICS (Dépenses de recherche clinique)	151		
AUTRES FINANCEMENTS	3 109	3 022	3 015
• Industries pharmaceutiques)	3 002	2 903	2 897
• Secteur associatif	107	119	119
TOTAL	5 336	5 446	5 586

Source : ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

LA GESTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

La gestion générale du système de santé comprend actuellement trois éléments :

- les frais de gestion des mutuelles ;
- les frais de gestion du ministère chargé de la Santé ;
- les frais de gestion de certaines administrations privées.

Les frais de gestion maladie des organismes de sécurité sociale ne sont pas pris en compte. L'évaluation des dépenses de gestion liées aux liquidations des prestations en nature des risques maladie, maternité et accidents de travail, présente pour l'instant trop d'incertitudes.

Toutefois, la totalité des frais de gestion des principaux organismes sociaux qui gèrent, entre autres activités, les risques concernés est présentée « hors cadre » et à titre strictement indicatif dans le tableau ci-dessous

gestion générale de la santé

	en millions d'euros		
	1999	2000	2001
FRAIS DE GESTION			
• des mutuelles(hors oeuvres sociales)	1 795	1 895	2 037
• du ministère de la Santé	327	344	359
• des administrations privées	164	173	186
TOTAL GESTION GÉNÉRALE	2 286	2 411	2 581
Pour mémoire : frais de gestion totaux des principaux organismes de protection sociale gérant le risque maladie(1)	6 718	6 970	6 875

(1) CnamTS, Canam, MSA, Mines, Camac, Enim (marins), SNCF, CNMSS (militaires).
Sources : Comptes de la Protection Sociale et Comptabilité des organismes.

TABLEAUX DÉTAILLÉS

- consommation médicale totale •
- consommation de soins et de biens médicaux •
- dépenses courantes de santé •
- dépenses de santé par opération de financement •

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	38 008	39 956	42 608	45 013	46 802	49 106	50 565	51 225	52 345	53 250	55 102	57 349
• Soins hospitaliers	37 233	39 079	41 604	43 878	45 525	47 722	49 098	49 691	50 723	51 534	53 246	55 377
- publics	28 075	29 636	31 603	33 536	34 991	36 841	37 929	38 292	40 009	41 112	42 698	44 604
- privés	9 158	9 444	10 000	10 342	10 534	10 881	11 169	11 399	10 714	10 422	10 548	10 772
<i>dont frais de séjour</i>	<i>6 635</i>	<i>6 808</i>	<i>7 277</i>	<i>7 588</i>	<i>7 698</i>	<i>8 020</i>	<i>8 243</i>	<i>8 516</i>	<i>7 697</i>	<i>7 477</i>	<i>7 628</i>	<i>7 898</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>2 523</i>	<i>2 636</i>	<i>2 724</i>	<i>2 754</i>	<i>2 836</i>	<i>2 861</i>	<i>2 927</i>	<i>2 883</i>	<i>3 017</i>	<i>2 944</i>	<i>2 921</i>	<i>2 875</i>
• Soins sections médicalisées	774	876	1 004	1 135	1 277	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972
- publiques	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359
- privées	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613
2. SOINS AMBULATOIRES	22 075	23 494	24 939	26 084	26 279	27 564	28 103	28 531	29 584	30 697	32 076	33 728
• Médecins	10 257	10 846	11 605	12 219	12 422	13 240	13 444	13 748	14 252	14 785	15 360	15 833
• Auxiliaires Médicaux	3 971	4 330	4 622	4 874	5 017	5 314	5 486	5 444	5 694	6 073	6 489	6 866
- infirmiers	1 968	2 162	2 331	2 498	2 579	2 732	2 802	2 798	2 904	3 095	3 313	3 433
- masseurs-kinésithérapeutes	1 736	1 866	1 970	2 030	2 076	2 187	2 261	2 214	2 338	2 484	2 645	2 886
- autres	267	302	320	345	363	395	423	432	452	494	531	547
• Dentistes	4 889	5 237	5 505	5 675	5 753	5 838	6 032	6 144	6 294	6 337	6 559	7 114
• Analyses	2 198	2 283	2 379	2 468	2 262	2 359	2 339	2 383	2 507	2 627	2 814	3 031
• Cures Thermales	759	797	828	847	826	814	802	813	837	874	854	884
- forfait soins	254	261	267	277	273	269	267	283	290	298	287	293
- hôtellerie	505	536	561	571	553	545	535	530	546	576	567	591
3. TRANSPORTS DE MALADES	1 051	1 171	1 293	1 333	1 397	1 452	1 440	1 450	1 581	1 712	1 862	2 047
4. MÉDICAMENTS	14 419	15 721	16 620	17 936	18 329	19 404	19 704	20 357	21 579	23 036	25 212	27 297
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	2 943	3 431	3 703	3 991	4 279	4 413	4 629	4 749	5 145	5 808	6 603	7 385
• Optique	1 770	2 074	2 239	2 364	2 490	2 540	2 594	2 607	2 697	2 837	3 234	3 587
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 033	1 192	1 254	1 352	1 448	1 468	1 493	1 392	1 439	1 540	1 691	1 851
• Petits matériels et pansements	141	166	211	275	341	405	542	751	1 009	1 430	1 678	1 947
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	78 495	83 773	89 162	94 356	97 086	101 939	104 441	106 312	110 235	114 502	120 855	127 805
6. MÉDECINE PRÉVENTIVE	1 739	1 826	1 948	2 039	2 155	2 239	2 331	2 428	2 496	2 591	2 690	2 799
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 400	2 498
- médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 240
- médecine scolaire	262	276	292	317	326	345	360	369	383	384	396	423
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	396	407	421	434	447	460
- dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	359	375
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	290	301
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	80 234	85 599	91 110	96 395	99 241	104 178	106 773	108 740	112 731	117 093	123 545	130 605

en millions d'euros

CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE • 1990-2001

* Véhicules pour handicapés physiques

Soins et biens médicaux	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	105,3	105,1	106,6	105,6	104,0	104,9	103,0	101,3	102,2	101,7	103,5	104,1
• Soins hospitaliers	105,1	105,0	106,5	105,5	103,8	104,8	102,9	101,2	102,1	101,6	103,3	104,0
- publics	105,6	105,6	106,6	106,1	104,3	105,3	103,0	101,0	104,5	102,8	103,9	104,5
- privés	103,5	103,1	105,9	103,4	101,9	103,3	102,6	102,1	94,0	97,3	101,2	102,1
<i>dont frais de séjour</i>	<i>103,9</i>	<i>102,6</i>	<i>106,9</i>	<i>104,3</i>	<i>101,5</i>	<i>104,2</i>	<i>102,8</i>	<i>103,3</i>	<i>90,4</i>	<i>97,1</i>	<i>102,0</i>	<i>103,5</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>102,5</i>	<i>104,5</i>	<i>103,3</i>	<i>101,1</i>	<i>103,0</i>	<i>100,9</i>	<i>102,3</i>	<i>98,5</i>	<i>104,6</i>	<i>97,6</i>	<i>99,2</i>	<i>98,4</i>
• Soins sections médicalisées	112,3	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3
- publiques	111,5	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9	106,6	104,1
- privées	114,9	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	108,3	111,7	111,6
2. SOINS AMBULATOIRES	104,5	106,4	106,2	104,6	100,7	104,9	102,0	101,5	103,7	103,8	104,5	105,1
• Médecins	105,2	105,7	107,0	105,3	101,7	106,6	101,5	102,3	103,7	103,7	103,9	103,1
• Auxiliaires Médicaux	106,0	109,0	106,7	105,5	102,9	105,9	103,2	99,2	104,6	106,7	106,8	105,8
- infirmiers	106,8	109,9	107,8	107,2	103,2	106,0	102,5	99,9	103,8	106,6	107,0	103,6
- masseurs-kinésithérapeutes	104,7	107,5	105,6	103,1	102,2	105,4	103,4	97,9	105,6	106,3	106,5	109,1
- autres	108,2	113,4	106,0	107,7	105,1	108,9	107,2	102,1	104,5	109,3	107,6	103,1
• Dentistes	103,6	107,1	105,1	103,1	101,4	101,5	103,3	101,9	102,4	100,7	103,5	108,5
• Analyses	101,4	103,9	104,2	103,7	91,6	104,3	99,2	101,9	105,2	104,8	107,1	107,7
• Cures Thermales	101,4	105,0	103,9	102,4	97,5	98,5	98,5	101,4	102,9	104,4	97,7	103,6
- forfait soins	101,2	102,7	102,2	103,8	98,7	98,5	99,2	105,8	102,8	102,5	96,3	102,2
- hôtellerie	101,5	106,1	104,7	101,7	96,9	98,5	98,2	99,1	103,0	105,5	98,5	104,3
3. TRANSPORTS DE MALADES	106,7	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	108,2	108,8	109,9
4. MÉDICAMENTS	106,1	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,7	109,5	108,3
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	108,4	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,9	113,7	111,8
• Optique	107,5	117,2	108,0	105,6	105,3	102,0	102,1	100,5	103,5	105,2	114,0	110,9
• Prothèses, orthèses, VHP*	107,3	115,4	105,2	107,8	107,1	101,4	101,7	93,2	103,4	107,0	109,8	109,4
• Petits matériels et pansements	123,5	118,2	126,7	130,5	124,1	118,7	133,9	138,5	134,4	141,7	117,3	116,1
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	105,4	106,7	106,4	105,8	102,9	105,0	102,5	101,8	103,7	103,9	105,5	105,8
6. MÉDECINE PRÉVENTIVE	105,2	105,0	106,7	104,6	105,7	103,9	104,1	104,2	102,8	103,8	103,8	104,1
• Médecine préventive et de dépistage	104,8	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	103,2	104,1
- médecine du travail	104,6	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	103,5
- médecine scolaire	105,6	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	106,9
- PMI et planning familial	105,8	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	103,0
- dépistage et vaccins	103,3	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	98,6	104,3
• Programmes spécifiques de santé publique	110,2	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	109,7	103,9
CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE	105,4	106,7	106,4	105,8	103,0	105,0	102,5	101,8	103,7	103,9	105,5	105,7

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION MÉDICALE TOTALE • 1990-2001

Indices de valeur : base 100 année précédente

TABLEAUX DÉTAILLÉS

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2001

Soins et biens médicaux	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	102,9	102,6	103,0	103,1	102,3	103,3	101,8	100,9	101,1	101,3	101,8	102,1
• Soins hospitaliers	102,8	102,6	103,0	103,1	102,2	103,3	101,8	100,9	101,1	101,3	101,8	102,1
- publics	103,0	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	101,7	102,1	102,1
- privés	102,3	101,5	102,0	102,6	102,6	102,7	102,2	101,2	100,7	99,5	100,6	102,2
<i>dont frais de séjour</i>	<i>102,2</i>	<i>101,3</i>	<i>101,7</i>	<i>103,0</i>	<i>102,8</i>	<i>102,4</i>	<i>102,7</i>	<i>101,5</i>	<i>100,6</i>	<i>99,2</i>	<i>100,7</i>	<i>103,3</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>102,4</i>	<i>101,9</i>	<i>102,9</i>	<i>101,4</i>	<i>102,0</i>	<i>103,6</i>	<i>101,0</i>	<i>100,5</i>	<i>100,9</i>	<i>100,4</i>	<i>100,3</i>	<i>99,3</i>
• Soins sections médicalisées	103,8	103,7	104,2	103,7	103,8	103,8	102,4	101,1	101,2	102,4	102,2	102,5
- publiques	103,0	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	102,2	102,4	102,2
- privées	106,5	106,3	107,2	105,2	109,2	104,9	104,5	101,8	101,2	102,7	101,8	103,0
2. SOINS AMBULATOIRES	101,8	101,3	101,9	101,1	101,5	103,4	101,0	100,7	100,6	100,5	100,5	99,1
• Médecins	102,5	102,0	103,1	101,5	102,1	103,8	101,1	100,5	101,0	100,6	100,6	100,6
• Auxiliaires Médicaux	101,4	100,0	100,9	101,0	101,5	103,8	101,0	101,0	100,5	101,5	100,2	99,2
• Dentistes	101,3	101,0	100,9	100,9	100,6	103,0	101,0	100,9	99,9	99,7	101,2	95,6
• Analyses	100,4	100,0	100,0	100,0	100,2	102,0	100,2	100,1	100,0	99,2	98,3	98,4
• Cures Thermales	102,4	103,9	103,2	101,4	101,3	102,2	101,7	100,9	101,2	101,7	102,0	101,8
- forfait soins	101,0	101,2	100,9	99,1	101,2	102,8	100,8	100,7	100,8	101,0	100,2	99,6
- hôtellerie	103,1	105,2	104,4	102,6	101,4	101,9	102,1	101,0	101,4	102,0	102,9	102,9
3. TRANSPORTS DE MALADES	102,2	102,4	102,4	100,8	103,0	102,3	101,6	102,3	100,8	102,9	101,6	103,3
4. MÉDICAMENTS	100,6	100,5	100,7	100,7	100,2	100,9	100,7	100,1	100,0	99,8	99,6	98,9
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	102,8	104,7	103,6	102,7	101,8	101,4	101,5	100,2	100,7	100,8	100,7	101,0
• Optique	103,7	105,1	104,8	104,1	102,4	102,0	102,1	99,7	100,9	101,5	100,5	101,1
• Prothèses, orthèses, VHP*	101,6	104,1	101,7	100,7	101,0	100,5	100,7	100,7	100,4	100,0	100,8	100,7
• Petits matériels et pansements	101,8	103,8	101,9	101,1	101,1	100,9	101,1	100,8	100,5	100,2	101,1	101,0
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	102,1	101,9	102,3	102,0	101,6	102,8	101,4	100,7	100,7	100,8	100,9	100,6

Indices des prix : base 100 année précédente

* Véhicules pour handicapés physiques

Soins et biens médicaux	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	102,3	102,4	103,5	102,5	101,7	101,5	101,1	100,4	101,1	100,4	101,6	101,9
• Soins hospitaliers	102,2	102,3	103,4	102,3	101,5	101,5	101,0	100,3	101,0	100,3	101,5	101,8
- publics	102,5	102,5	103,2	102,8	102,2	101,7	101,2	100,2	103,2	101,0	101,7	102,3
- privés	101,2	101,6	103,8	100,8	99,3	100,6	100,4	100,8	93,4	97,7	100,6	99,9
<i>dont frais de séjour</i>	<i>101,6</i>	<i>101,3</i>	<i>105,1</i>	<i>101,2</i>	<i>98,7</i>	<i>101,7</i>	<i>100,1</i>	<i>101,8</i>	<i>89,8</i>	<i>97,9</i>	<i>101,3</i>	<i>100,2</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>100,2</i>	<i>102,5</i>	<i>100,4</i>	<i>99,7</i>	<i>100,9</i>	<i>97,4</i>	<i>101,3</i>	<i>98,0</i>	<i>103,7</i>	<i>97,2</i>	<i>98,9</i>	<i>99,1</i>
• Soins sections médicalisées	108,2	109,1	110,0	109,0	108,4	104,4	103,5	103,4	104,5	103,4	105,7	103,7
- publiques	108,3	109,2	109,9	108,5	108,8	105,0	102,9	102,6	102,5	102,6	104,1	101,8
- privées	107,9	108,8	110,3	110,5	107,2	102,7	105,4	105,8	110,1	105,4	109,8	108,3
2. SOINS AMBULATOIRES	102,7	105,1	104,2	103,4	99,3	101,4	100,9	100,9	103,1	103,2	104,0	106,2
• Médecins	102,7	103,7	103,8	103,7	99,6	102,7	100,4	101,7	102,6	103,1	103,3	102,5
• Auxiliaires Médicaux	104,5	109,0	105,8	104,4	101,4	102,0	102,2	98,3	104,1	105,1	106,6	106,7
• Dentistes	102,3	106,0	104,2	102,2	100,8	98,5	102,3	100,9	102,6	101,0	102,3	113,5
• Analyses	101,0	103,9	104,2	103,7	91,5	102,2	99,0	101,8	105,2	105,6	109,0	109,4
• Cures Thermales	99,0	101,1	100,6	100,9	96,2	96,4	96,9	100,5	101,7	102,7	95,8	101,8
- forfait soins	100,1	101,5	101,3	104,8	97,5	95,9	98,4	105,1	102,0	101,5	96,1	102,6
- hôtellerie	98,5	100,9	100,3	99,1	95,5	96,7	96,2	98,2	101,6	103,4	95,7	101,3
3. TRANSPORTS DE MALADES	104,4	108,9	107,8	102,3	101,7	101,6	97,7	98,4	108,2	105,2	107,0	106,4
4. MÉDICAMENTS	105,5	108,5	105,0	107,2	102,0	104,9	100,8	103,2	106,0	107,0	109,9	109,5
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	105,5	111,4	104,2	104,9	105,3	101,7	103,3	102,4	107,6	112,0	112,9	110,8
• Optique	103,7	111,5	103,0	101,4	102,9	100,0	100,0	100,8	102,5	103,7	113,4	109,7
• Prothèses, orthèses, VHP*	105,6	110,9	103,4	107,1	106,0	100,9	101,0	92,6	103,0	107,0	108,9	108,7
• Petits matériels et pansements	121,4	113,9	124,3	129,0	122,8	117,6	132,4	137,4	133,7	141,4	116,0	114,9
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	103,2	104,7	104,1	103,7	101,2	102,2	101,1	101,1	102,9	103,1	104,6	105,2

* Véhicules pour handicapés physiques

Indices de volume-base 100 année précédente

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2001

TABLEAUX DÉTAILLÉS

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2001

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	38 007	38 923	40 301	41 293	41 973	42 623	43 081	43 244	43 686	43 872	44 568	45 373
• Soins hospitaliers	37 233	38 079	39 372	40 280	40 874	41 476	41 894	42 018	42 409	42 552	43 177	43 933
- publics	28 075	28 772	29 703	30 542	31 211	31 750	32 141	32 192	33 237	33 580	34 152	34 940
- privés	9 158	9 307	9 669	9 738	9 663	9 726	9 753	9 826	9 172	8 972	9 025	8 993
<i>dont frais de séjour</i>	<i>6 635</i>	<i>6 720</i>	<i>7 041</i>	<i>7 158</i>	<i>7 079</i>	<i>7 180</i>	<i>7 217</i>	<i>7 365</i>	<i>6 612</i>	<i>6 453</i>	<i>6 544</i>	<i>6 629</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>2 523</i>	<i>2 587</i>	<i>2 628</i>	<i>2 580</i>	<i>2 584</i>	<i>2 546</i>	<i>2 536</i>	<i>2 461</i>	<i>2 560</i>	<i>2 519</i>	<i>2 481</i>	<i>2 364</i>
• Soins sections médicalisées	774	844	929	1 013	1 099	1 147	1 187	1 226	1 277	1 320	1 391	1 440
- publiques	603	658	724	786	855	897	923	947	970	996	1 036	1 055
- privées	171	186	205	227	244	250	264	279	307	324	355	385
2. SOINS AMBULATOIRES	22 074	23 200	24 169	24 997	24 817	25 165	25 406	25 619	26 417	27 278	28 385	30 178
• Médecins	10 257	10 634	11 036	11 448	11 398	11 704	11 756	11 961	12 277	12 660	13 074	13 396
• Auxiliaires Médicaux	3 971	4 330	4 580	4 782	4 850	4 950	5 059	4 970	5 173	5 436	5 796	6 182
• Dentistes	4 889	5 185	5 402	5 519	5 561	5 479	5 605	5 658	5 802	5 860	5 993	6 799
• Analyses	2 198	2 283	2 379	2 468	2 257	2 308	2 284	2 325	2 446	2 584	2 815	3 081
• Cures Thermales	759	768	772	780	751	724	702	705	719	738	707	720
- forfait soins	254	258	261	274	267	256	252	264	270	274	263	270
- hôtellerie	505	510	511	506	484	468	450	441	449	464	444	450
3. TRANSPORTS DE MALADES	1 051	1 144	1 233	1 262	1 283	1 304	1 273	1 253	1 355	1 426	1 526	1 624
4. MÉDICAMENTS	14 419	15 643	16 422	17 599	17 949	18 832	18 991	19 600	20 777	22 224	24 422	26 735
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	2 944	3 278	3 416	3 587	3 782	3 849	3 983	4 082	4 402	4 948	5 583	6 186
• Optique	1 770	1 973	2 033	2 062	2 121	2 121	2 121	2 138	2 193	2 273	2 578	2 828
• Prothèses, orthèses, VHP*	1 033	1 145	1 184	1 268	1 345	1 357	1 370	1 269	1 306	1 398	1 523	1 655
• Petits matériels et pansements	141	160	199	257	316	371	492	675	903	1 277	1 482	1 703
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	78 495	82 188	85 541	88 738	89 804	91 773	92 734	93 798	96 637	99 748	104 484	110 096

en millions d'euros 1990

* Véhicules pour handicapés physiques

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1. SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MÉDICALISÉES	100,0	102,4	106,0	108,6	110,4	112,1	113,3	113,8	114,9	115,4	117,3	119,4
• Soins hospitaliers	100,0	102,3	105,7	108,2	109,8	111,4	112,5	112,9	113,9	114,3	116,0	118,0
- publics	100,0	102,5	105,8	108,8	111,2	113,1	114,5	114,7	118,4	119,6	121,6	124,5
- privés	100,0	101,6	105,6	106,3	105,5	106,2	106,5	107,3	100,2	98,0	98,6	98,2
<i>dont frais de séjour</i>	<i>100,0</i>	<i>101,3</i>	<i>106,1</i>	<i>107,9</i>	<i>106,7</i>	<i>108,2</i>	<i>108,8</i>	<i>111,0</i>	<i>99,6</i>	<i>97,2</i>	<i>98,6</i>	<i>99,9</i>
<i>dont honoraires médecins-analyses</i>	<i>100,0</i>	<i>102,5</i>	<i>104,2</i>	<i>102,3</i>	<i>102,4</i>	<i>100,9</i>	<i>100,5</i>	<i>97,6</i>	<i>101,5</i>	<i>99,8</i>	<i>98,4</i>	<i>93,7</i>
• Soins sections médicalisées	100,0	109,1	120,0	130,8	141,8	148,1	153,2	158,3	165,0	170,4	179,7	186,0
- publiques	100,0	109,2	120,0	130,3	141,7	148,7	153,0	157,0	160,9	165,1	171,8	174,9
- privées	100,0	108,8	120,0	132,7	142,2	146,0	154,0	162,9	179,3	189,0	207,6	224,8
2. SOINS AMBULATOIRES	100,0	105,1	109,5	113,2	112,4	114,0	115,1	116,1	119,7	123,6	128,6	136,7
• Médecins	100,0	103,7	107,6	111,6	111,1	114,1	114,6	116,6	119,7	123,4	127,5	130,6
• Auxiliaires Médicaux	100,0	109,0	115,3	120,4	122,1	124,6	127,4	125,2	130,3	136,9	146,0	155,7
• Dentistes	100,0	106,0	110,5	112,9	113,7	112,1	114,6	115,7	118,7	119,8	122,6	139,1
• Analyses	100,0	103,9	108,2	112,3	102,7	105,0	103,9	105,8	111,3	117,6	128,1	140,2
• Cures Thermales	100,0	101,1	101,7	102,8	98,9	95,3	92,4	93,0	94,6	97,1	93,1	94,8
- forfait soins	100,0	101,5	102,8	107,7	105,0	100,7	99,1	104,1	106,2	107,8	103,5	106,2
- hôtellerie	100,0	100,9	101,1	100,2	95,7	92,6	89,0	87,4	88,8	91,8	87,9	89,0
3. TRANSPORTS DE MALADES	100,0	108,9	117,4	120,1	122,2	124,1	121,2	119,2	129,0	135,7	145,3	154,6
4. MÉDICAMENTS	100,0	108,5	113,9	122,1	124,5	130,6	131,7	135,9	144,1	154,1	169,4	185,4
5. AUTRES BIENS MÉDICAUX	100,0	111,4	116,1	121,9	128,5	130,8	135,3	138,7	149,6	168,1	189,7	210,2
• Optique	100,0	111,5	114,9	116,5	119,8	119,9	119,9	120,8	123,9	128,4	145,7	159,8
• Prothèses, orthèses, VHP*	100,0	110,9	114,7	122,8	130,2	131,4	132,7	122,9	126,5	135,4	147,5	160,3
• Petits matériels et pansements	100,0	113,9	141,6	182,7	224,3	263,8	349,3	479,8	641,8	907,7	1053,4	1210,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX (1+...5)	100,0	104,7	109,0	113,0	114,4	116,9	118,1	119,5	123,1	127,1	133,1	140,3

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX • 1990-2001

Indices de volume-base 100 en 1990

TABLEAUX DÉTAILLÉS

Soins et biens médicaux	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	79 982	85 189	90 489	95 721	98 489	103 522	106 030	107 775	111 526	115 577	121 672	128 533
• Soins aux particuliers	62 620	66 037	70 167	73 794	75 881	79 705	81 697	82 669	84 802	86 734	89 857	93 851
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	39 494	41 372	43 935	46 377	48 204	50 689	52 154	52 688	53 637	54 326	55 920	58 077
- soins hospitaliers	38 720	40 496	42 931	45 242	46 927	49 305	50 687	51 154	52 015	52 609	54 064	56 105
<i>publics</i>	29 562	31 052	32 931	34 900	36 394	38 424	39 518	39 755	41 301	42 187	43 516	45 332
<i>privés</i>	9 158	9 444	10 000	10 342	10 534	10 881	11 169	11 399	10 714	10 422	10 548	10 772
dont honoraires médecins-analyses	2 523	2 636	2 724	2 754	2 836	2 861	2 927	2 883	3 017	2 944	2 921	2 875
- soins en sections médicalisées	774	876	1 004	1 135	1 277	1 384	1 467	1 533	1 622	1 717	1 855	1 972
publics	603	678	770	863	958	1 041	1 089	1 126	1 168	1 225	1 306	1 359
privées	171	198	234	272	319	343	378	407	454	491	549	613
- soins ambulatoires	22 075	23 494	24 939	26 084	26 279	27 564	28 103	28 531	29 584	30 697	32 076	33 728
- transports de malades	1 051	1 171	1 293	1 333	1 397	1 452	1 440	1 450	1 581	1 712	1 862	2 047
• Médicaments	14 419	15 721	16 620	17 936	18 329	19 404	19 704	20 357	21 579	23 036	25 212	27 297
• Autres biens médicaux	2 943	3 431	3 703	3 991	4 279	4 413	4 629	4 749	5 145	5 808	6 603	7 385
12. AIDE AUX MALADES	5 576	6 084	6 387	6 404	6 341	6 651	6 694	6 649	7 065	7 487	8 162	8 727
13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS (aide indirecte aux malades)	845	924	1 184	1 340	1 433	1 471	1 421	1 487	1 549	1 623	1 643	1 710
1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES	86 404	92 197	98 060	103 465	106 262	111 644	114 145	115 910	120 141	124 687	131 478	138 970
21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE	1 739	1 826	1 948	2 039	2 155	2 239	2 331	2 428	2 496	2 591	2 690	2 799
• Médecine préventive et de dépistage	1 616	1 703	1 813	1 898	1 972	2 039	2 113	2 195	2 267	2 326	2 400	2 498
- Médecine du travail	776	825	872	909	947	972	1 009	1 055	1 095	1 144	1 198	1 240
- Médecine scolaire	262	276	292	317	326	345	360	369	383	384	396	423
- PMI et planning familial	290	308	332	356	373	383	396	407	421	434	447	460
- Dépistage et vaccins	288	294	317	316	326	339	348	363	367	364	359	375
• Programmes spécifiques de santé publique	123	123	135	140	183	200	218	233	229	265	290	301
22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	277	331	361	414	452	481	504	530	564	648	665	697
2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION	2 016	2 157	2 309	2 452	2 607	2 720	2 835	2 958	3 060	3 239	3 355	3 497
31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE	3 056	3 265	3 562	3 904	4 126	4 358	4 533	4 620	4 669	5 336	5 446	5 586
32. DÉPENSES DE FORMATION	523	563	563	585	601	614	620	635	686	699	717	734
3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	3 579	3 827	4 125	4 488	4 728	4 971	5 154	5 255	5 355	6 036	6 164	6 321
4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE	1 407	1 477	1 542	1 646	1 785	1 904	2 003	2 084	2 188	2 292	2 418	2 589
5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE	-1 581	-1 714	-1 858	-2 163	-2 327	-2 454	-2 576	-2 673	-2 800	-3 153	-2 903	-2 897
TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ -	91 825	97 944	104 177	109 888	113 055	118 786	121 561	123 535	127 944	133 101	140 512	148 480

en millions d'euros

Soins et biens médicaux	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
11. DÉPENSES DE SOINS ET DE BIENS MÉDICAUX	106,5	106,2	105,8	102,9	105,1	102,4	101,6	103,5	103,6	105,3	105,6
• Soins aux particuliers	105,5	106,3	105,2	102,8	105,0	102,5	101,2	102,6	102,3	103,6	104,4
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	104,8	106,2	105,6	103,9	105,2	102,9	101,0	101,8	101,3	102,9	103,9
- soins hospitaliers	104,6	106,0	105,4	103,7	105,1	102,8	100,9	101,7	101,1	102,8	103,8
<i>publics</i>	<i>105,0</i>	<i>106,1</i>	<i>106,0</i>	<i>104,3</i>	<i>105,6</i>	<i>102,8</i>	<i>100,6</i>	<i>103,9</i>	<i>102,1</i>	<i>103,1</i>	<i>104,2</i>
<i>privés</i>	<i>103,1</i>	<i>105,9</i>	<i>103,4</i>	<i>101,9</i>	<i>103,3</i>	<i>102,6</i>	<i>102,1</i>	<i>94,0</i>	<i>97,3</i>	<i>101,2</i>	<i>102,1</i>
dont honoraires médecins-analyses	104,5	103,3	101,1	103,0	100,9	102,3	98,5	104,6	97,6	99,2	98,4
- soins en sections médicalisées	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8	108,1	106,3
publiques	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9	106,6	104,1
privées	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	108,3	111,7	111,6
- soins ambulatoires	106,4	106,2	104,6	100,7	104,9	102,0	101,5	103,7	103,8	104,5	105,1
- transports de malades	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	108,2	108,8	109,9
• Médicaments	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,7	109,5	108,3
• Autres biens médicaux	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,9	113,7	111,8
12. AIDE AUX MALADES	109,1	105,0	100,3	99,0	104,9	100,7	99,3	106,3	106,0	109,0	106,9
13. SUBVENTION AU SYSTÈME DE SOINS (aide indirecte aux malades)	109,3	128,2	113,2	106,9	102,7	96,6	104,6	104,2	104,8	101,2	104,1
1. SOUS-TOTAL - DÉPENSES POUR LES MALADES	106,7	106,4	105,5	102,7	105,1	102,2	101,5	103,6	103,8	105,4	105,7
21. DÉPENSES DE MÉDECINE PRÉVENTIVE	105,0	106,7	104,6	105,7	103,9	104,1	104,2	102,8	103,8	103,8	104,1
• Médecine préventive et de dépistage	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	102,6	103,2	104,1
- Médecine du travail	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,4	104,7	103,5
- Médecine scolaire	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	100,3	103,0	106,9
- PMI et planning familial	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0	103,0	103,0
- Dépistage et vaccins	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	99,1	98,6	104,3
• Programmes spécifiques de santé publique	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5	109,7	103,9
22. MISSION DE SANTÉ PUBLIQUE À CARACTÈRE GÉNÉRAL	119,5	108,9	114,8	109,4	106,3	104,8	105,1	106,5	114,8	102,7	104,8
2. SOUS-TOTAL - DÉPENSES DE PRÉVENTION	107,0	107,0	106,2	106,3	104,3	104,2	104,3	103,5	105,8	103,6	104,2
31. DÉPENSES DE RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE	106,8	109,1	109,6	105,7	105,6	104,0	101,9	101,1	114,3	102,1	102,6
32. DÉPENSES DE FORMATION	107,5	100,1	103,8	102,9	102,0	101,1	102,4	108,0	101,9	102,6	102,4
3. SOUS-TOTAL DÉPENSES EN FAVEUR DU SYSTÈME DE SOINS	106,9	107,8	108,8	105,3	105,2	103,7	102,0	101,9	112,7	102,1	102,6
4. TOTAL - GESTION GÉNÉRALE	105,0	104,4	106,8	108,5	106,7	105,2	104,0	105,0	104,7	105,5	107,1
5. DOUBLE COMPTE : RECHERCHE PHARMACEUTIQUE	108,4	108,4	116,4	107,6	105,4	105,0	103,8	104,8	112,6	92,1	99,8
TOTAL GÉNÉRAL - DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ -	106,7	106,4	105,5	102,9	105,1	102,3	101,6	103,6	104,0	105,6	105,7

DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ • 1990-2001

Indices de valeur-base 100 année précédente

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1990

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	IP - SA* Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotations globales			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres			
Dépenses												
Hôpitaux publics et PSPH	553	1	26 571	365			123			362	1 587	29 562
Hôpitaux privés	7 947			50						314	847	9 158
Sections médicalisées	488		287									774
- publiques	316		287									603
- privées	171											171
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	8 988	1	26 858	415			123			676	2 434	39 494
- Médecins**	7 048	4	318	108						1 045	1 735	10 257
- Auxiliaires	3 085	1		18						259	608	3 971
- Dentistes	2 044			12						591	2 241	4 889
Laboratoires d'analyses	1 594			15						256	333	2 198
Etablissements thermaux	193	23		22						48	474	759
Sous-total : Soins ambulatoires	13 965	28	318	175						2 198	5 391	22 075
Transports de malades	992	12		2						16	28	1 051
Total : Prestataires de soins	23 944	41	27 176	592			123			2 890	7 853	62 620
Officines pharmaceutiques	8 740	31		119						1 766	3 764	14 419
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	926			24						251	1 742	2 943
Total : biens médicaux	9 666	31		143						2 016	5 507	17 362
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	33 610	72	27 176	735			123			4 906	13 360	79 982
Aide aux malades (indemnités journalières)	5 576											5 576
Aide indirecte (subventions)					845							845
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	39 186	72	27 176	735	845	0	123	0	0	4 906	13 360	86 404
Service de médecine préventive, dépistages ...	144						819		776			1 739
Missions de santé publique à caractère général						185	92					277
TOTAL : PRÉVENTION	144					185	911		776			2 016
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			79				1 396		1 581			3 056
FORMATION			0		2		453		32		36	523
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ			0				214	1 079	115			1 407
DOUBLE-COMPTÉ			-79						-1 502			-1 581
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	39 330	72	27 176	735	847	185	3 096	1 079	1 002	4 906	13 396	91 825

en millions d'euros

* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances ** Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1991

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	IP - SA* Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres			
Dépenses												
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	27 910	365			124			378	1 636	31 052
Hôpitaux privés	8 167			50						335	892	9 444
Sections médicalisées	547		330									876
- publiques	348		330									678
- privées	198											198
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	9 352	1	28 240	415			124			713	2 527	41 372
- Médecins**	7 527	4	349	106						1 071	1 789	10 846
- Auxiliaires	3 428	1		18						266	617	4 330
- Dentistes	2 106			11						644	2 475	5 237
Laboratoires d'analyses	1 667			14						276	326	2 283
Etablissements thermaux	203	23		20						50	500	797
Sous-total : Soins ambulatoires	14 932	28	349	170						2 307	5 708	23 494
Transports de malades	1 109	13		2						17	30	1 171
Total : Prestataires de soins	25 393	42	28 589	587			124			3 036	8 266	66 037
Officines pharmaceutiques	9 420	43		117						1 814	4 328	15 721
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 079			24						314	2 015	3 431
Total : biens médicaux	10 499	43		141						2 128	6 342	19 152
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	35 891	84	28 589	728			124			5 165	14 608	85 189
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 084											6 084
Aide indirecte (subventions)					924							924
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	41 976	84	28 589	728	924		124			5 165	14 608	92 197
Service de médecine préventive, dépistages ...	150						851	825				1 826
Missions de santé publique à caractère général						235	96					331
TOTAL : PRÉVENTION	150					235	947	825				2 157
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			84				1 466	1 714				3 265
FORMATION					6		487	34			36	563
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							202	1 154	121			1 477
DOUBLE-COMPTÉ			-84						-1 630			-1 714
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	42 126	84	28 589	728	930	235	3 226	1 154	1 064	5 165	14 643	97 944

* Institutions de prévoyance et sociétés d'assurances ** Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1992

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	760	1	29 779	358			134			406	167	73	1 253	32 931
Hôpitaux privés	8 624			49						377	133	72	746	10 000
Sections médicalisées	630		374											1 004
- publiques	396		374											770
- privées	234													234
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 014	1	30 153	406			134			783	300	145	1 999	43 935
- Médecins*	7 987	4	392	108						1 204	598	279	1 033	11 605
- Auxiliaires	3 656	1		17						277	146	34	491	4 622
- Dentistes	2 161			11						731	592	204	1 807	5 505
Laboratoires d'analyses	1 751			14						287	162	61	104	2 379
Etablissements thermaux	206	23		20						51	15	13	499	828
Sous-total : Soins ambulatoires	15 761	29	392	170						2 550	1 513	592	3 933	24 939
Transports de malades	1 226	13		3						18	11	2	21	1 293
Total : Prestataires de soins	27 000	42	30 545	579			134			3 351	1 823	738	5 954	70 167
Officines pharmaceutiques	10 018	52		112						1 898	744	344	3 452	16 620
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 169			21						361	204	120	1 827	3 703
Total : biens médicaux	11 187	52		134						2 259	948	464	5 279	20 323
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	38 187	94	30 545	713			134			5 610	2 772	1 202	11 233	90 489
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 387													6 387
Aide indirecte (subventions)					1 184									1 184
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	44 574	94	30 545	713	1 184		134			5 610	2 772	1 202	11 233	98 060
Service de médecine préventive, dépistages ...	169						907		872					1 948
Missions de santé publique à caractère général						260	100							361
TOTAL : PRÉVENTION	169					260	1 008		872					2 309
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			88				1 616		1 858					3 562
FORMATION					9		484		35				36	563
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							211	1 203	128					1 542
DOUBLE-COMPTÉ			-88						-1 770					-1 858
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	44 743	94	30 545	713	1 192	260	3 453	1 203	1 122	5 610	2 772	1 202	11 269	104 177

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1993

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	694	1	31 730	342			145			431	189	98	1 269	34 900
Hôpitaux privés	8 963			47						431	146	92	663	10 342
Sections médicalisées	719		415											1 135
- publiques	447		415											863
- privées	272													272
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 377	1	32 146	389			145			862	335	190	1 933	46 377
- Médecins*	8 353	3	404	113						1 310	642	281	1 113	12 219
- Auxiliaires	3 873	1		20						277	154	36	514	4 874
- Dentistes	2 152			12						813	630	226	1 842	5 675
Laboratoires d'analyses	1 772			15						288	171	56	167	2 468
Etablissements thermaux	211	23		20						54	18	11	510	847
Sous-total : Soins ambulatoires	16 361	27	404	179						2 742	1 615	610	4 146	26 084
Transports de malades	1 268	13		2						22	12	2	14	1 333
Total : Prestataires de soins	28 005	40	32 550	570			145			3 627	1 962	801	6 093	73 794
Officines pharmaceutiques	10 794	59		120						2 031	806	346	3 780	17 936
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 291			23						419	227	129	1 902	3 991
Total : biens médicaux	12 085	59		143						2 450	1 034	475	5 683	21 927
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	40 090	99	32 550	713			145			6 077	2 996	1 276	11 775	95 721
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 404													6 404
Aide indirecte (subventions)					1 340									1 340
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	46 494	99	32 550	713	1 340		145			6 077	2 996	1 276	11 775	103 465
Service de médecine préventive, dépistages ...	166							964	909					2 039
Missions de santé publique à caractère général							285	129						414
TOTAL : PRÉVENTION	166						285	1 093	909					2 452
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			95					1 648	2 161					3 904
FORMATION					9			503	36				37	585
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ								227	1 284	134				1 646
DOUBLE-COMPTÉ			-95						-2 068					-2 163
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	46 659	99	32 550	713	1 348	285	3 617	1 284	1 171	6 077	2 996	1 276	11 812	109 888

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1994

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	680	1	33 075	350			148			463	206	110	1 360	36 394
Hôpitaux privés	9 104			48						488	160	104	630	10 534
Sections médicalisées	820		457											1 277
- publiques	501		457											958
- privées	319													319
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 604	1	33 532	397			148			951	366	214	1 991	48 204
- Médecins*	8 249	3	406	158						1 504	728	320	1 054	12 422
- Auxiliaires	3 953	1		35						329	162	41	497	5 017
- Dentistes	2 101			22						891	626	258	1 854	5 753
Laboratoires d'analyses	1 587			22						308	163	64	118	2 262
Etablissements thermaux	204	21		20						64	18	12	489	826
Sous-total : Soins ambulatoires	16 092	25	406	256						3 096	1 697	695	4 013	26 279
Transports de malades	1 328	11		2						22	15	2	16	1 397
Total : Prestataires de soins	28 024	37	33 939	656			148			4 069	2 079	911	6 019	75 881
Officines pharmaceutiques	10 698	66		178						2 224	919	392	3 852	18 329
Autres biens médicaux (optique, prothèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 413			23						477	248	148	1 970	4 279
Total : biens médicaux	12 111	66		202						2 700	1 168	540	5 822	22 608
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	40 135	103	33 939	857			148			6 769	3 247	1 451	11 841	98 489
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 341													6 341
Aide indirecte (subventions)					1 433									1 433
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	46 476	103	33 939	857	1 433		148			6 769	3 247	1 451	11 841	106 262
Service de médecine préventive, dépistages ...	172						1 036		947					2 155
Missions de santé publique à caractère général						294	158							452
TOTAL : PRÉVENTION	172					294	1 194		947					2 607
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			98				1 702		2 327					4 126
FORMATION					9		518		36				38	601
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							255	1 391	139					1 785
DOUBLE-COMPTÉ			-98						-2 230					-2 327
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	46 648	103	33 939	857	1 442	294	3 817	1 391	1 219	6 769	3 247	1 451	11 878	113 055

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	677	1	34 921	348			146			548	199	89	1 495	38 424
Hôpitaux privés	9 427			48						517	155	105	629	10 881
Sections médicalisées	887		497											1 384
- publiques	544		497											1 041
- privées	343													343
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 991	1	35 417	396			146			1 065	354	194	2 124	50 689
- Médecins *	8 852	3	437	191						1 481	709	395	1 171	13 240
- Auxiliaires	4 175	1		45						333	159	35	566	5 314
- Dentistes	2 144			29						967	596	293	1 809	5 838
Laboratoires d'analyses	1 670			28						314	157	63	128	2 359
Établissements thermaux	202	19		20						63	17	13	481	814
Sous-total : Soins ambulatoires	17 043	23	437	313						3 158	1 638	799	4 154	27 564
Transports de malades	1 380	11		2						23	14	2	20	1 452
Total : Prestataires de soins	29 415	34	35 854	711			146			4 245	2 006	996	6 298	79 705
Officines pharmaceutiques	11 529	69		217						2 352	962	417	3 858	19 404
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 482			26						515	244	191	1 955	4 413
Total : biens médicaux	13 012	69		243						2 868	1 206	608	5 813	23 817
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	42 426	103	35 854	954			146			7 113	3 212	1 603	12 111	103 522
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 651													6 651
Aide indirecte (subventions)					1 471									1 471
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	49 077	103	35 854	954	1 471			146		7 113	3 212	1 603	12 111	111 644
Service de médecine préventive, dépistages ...	181						1 086		972					2 239
Missions de santé publique à caractère général						300	181							481
TOTAL : PRÉVENTION	181					300	1 267		972					2 720
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			103				1 802		2 452					4 358
FORMATION						9	528		38				38	614
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							285	1 474	144					1 904
DOUBLE-COMPTÉ			-103						-2 350					-2 454
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	49 258	103	35 854	954	1 471	309	4 029	1 474	1 257	7 113	3 212	1 603	12 149	118 786

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1995

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1996

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	711	1	35 638	352			151			520	220	104	1 820	39 518
Hôpitaux privés	9 606			48						612	174	121	608	11 169
Sections médicalisées	952		516											1 467
- publiques	573		516											1 089
- privées	378													378
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 268	1	36 154	401			151			1 132	394	225	2 428	52 154
- Médecins*	8 948	5	471	196						1 550	744	434	1 097	13 444
- Auxiliaires	4 338	1		49						345	174	41	538	5 486
- Dentistes	2 202			31						1 021	622	326	1 830	6 032
Laboratoires d'analyses	1 676			29						322	162	68	82	2 339
Etablissements thermaux	202	17		18						66	20	12	467	802
Sous-total : Soins ambulatoires	17 366	23	471	324						3 304	1 720	882	4 013	28 103
Transports de malades	1 370	9		2						23	15	2	18	1 440
Total : Prestataires de soins	30 004	33	36 625	727			151			4 460	2 130	1 109	6 459	81 697
Officines pharmaceutiques	11 721	77		237						2 477	991	449	3 752	19 704
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 616			23						579	268	219	1 923	4 629
Total : biens médicaux	13 337	77		260						3 056	1 259	668	5 675	24 333
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	43 342	110	36 625	987			151			7 516	3 389	1 777	12 134	106 030
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 694													6 694
Aide indirecte (subventions)					1 421									1 421
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	50 036	110	36 625	987	1 421		151			7 516	3 389	1 777	12 134	114 145
Service de médecine préventive, dépistages ...	185						1 137		1 009					2 331
Missions de santé publique à caractère général						304	200							504
TOTAL : PRÉVENTION	185					304	1 337		1 009					2 835
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			98				1 853		2 582					4 533
FORMATION						9	535		38				38	620
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							292	1 564	147					2 003
DOUBLE-COMPTÉ			-98						-2 478					-2 576
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	50 221	110	36 625	987	1 421	313	4 167	1 564	1 298	7 516	3 389	1 777	12 173	121 561

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1997

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	651	1	36 007	368			162			524	207	117	1 719	39 755
Hôpitaux privés	9 828			50						622	168	136	595	11 399
Sections médicalisées	995		539											1 533
- publiques	587		539											1 126
- privées	407													407
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 474	1	36 545	418			162			1 146	374	253	2 314	52 688
- Médecins *	9 088	5	512	201						1 594	713	483	1 152	13 748
- Auxiliaires	4 303			54						336	151	45	555	5 444
- Dentistes	2 243			34						1 066	567	381	1 852	6 144
Laboratoires d'analyses	1 738			31						326	155	76	56	2 383
Établissements thermaux	213	15		16						69	18	15	467	813
Sous-total : Soins ambulatoires	17 586	20	512	336						3 391	1 605	999	4 082	28 531
Transports de malades	1 375	9		2						23	14	2	24	1 450
Total : Prestataires de soins	30 435	30	37 057	756			162			4 561	1 993	1 255	6 420	82 669
Officines pharmaceutiques	12 230	90		261						2 481	957	510	3 828	20 357
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 739			23						626	258	256	1 848	4 749
Total : biens médicaux	13 969	90		283						3 107	1 215	767	5 675	25 106
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	44 404	120	37 057	1 039			162			7 667	3 208	2 022	12 096	107 775
Aide aux malades (indemnités journalières)	6 649													6 649
Aide indirecte (subventions)					1 487									1 487
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	51 053	120	37 057	1 039	1 487		162			7 667	3 208	2 022	12 096	115 910
Service de médecine préventive, dépistages ...	194						1 179		1 055					2 428
Missions de santé publique à caractère général						316	214							530
TOTAL : PRÉVENTION	194					316	1 393		1 055					2 958
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			100				1 841		2 679					4 619
FORMATION						9	552		36				38	635
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						3	301	1 631	149					2 084
DOUBLE-COMPTÉ			-100						-2 573					-2 672
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	51 248	120	37 057	1 039	1 487	328	4 250	1 631	1 346	7 667	3 208	2 022	12 133	123 535

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1998

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	736	1	37 464	377			166			530	214	156	1 657	41 301
Hôpitaux privés	8 963			51						639	172	172	716	10 714
Sections médicalisées	1 083		539											1 622
- publiques	629		539											1 168
- privées	454													454
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 782	1	38 003	429			166			1 169	387	328	2 373	53 637
- Médecins *	9 537	6	545	206						1 707	712	483	1 055	14 252
- Auxiliaires	4 500	1		55						348	158	39	594	5 694
- Dentistes	2 208			35						1 147	541	445	1 919	6 294
Laboratoires d'analyses	1 833			32						339	168	74	61	2 507
Etablissements thermaux	206	13		12						69	14	23	500	836
Sous-total : Soins ambulatoires	18 284	20	545	340						3 610	1 592	1 064	4 128	29 584
Transports de malades	1 495	8		2						26	14	3	34	1 581
Total : Prestataires de soins	30 561	28	38 548	771			166			4 805	1 993	1 395	6 535	84 802
Officines pharmaceutiques	12 967	103		267						2 598	974	533	4 137	21 579
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	1 999			22						712	285	265	1 861	5 145
Total : biens médicaux	14 965	103		289						3 311	1 259	798	5 999	26 724
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	45 527	132	38 548	1 060			166			8 116	3 252	2 193	12 534	111 526
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 065													7 065
Aide indirecte (subventions)					1 549									1 549
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	52 592	132	38 548	1 060	1 549		166			8 116	3 252	2 193	12 534	120 141
Service de médecine préventive, dépistages ...	193						1 208		1 095					2 496
Missions de santé publique à caractère général						320	244							564
TOTAL : PRÉVENTION	193					320	1 452		1 095					3 060
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			107				1 800		2 762					4 669
FORMATION						10	601		37				38	686
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						5	309	1 717	156					2 188
DOUBLE-COMPTÉ			-107						-2 694					-2 800
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	52 785	132	38 548	1 060	1 549	335	4 328	1 717	1 357	8 116	3 252	2 193	12 572	127 944

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 1999

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	638	1	38 335	387			167			557	211	190	1 701	42 187
Hôpitaux privés	8 787			53						669	171	178	563	10 422
Sections médicalisées	1 147		570											1 717
- publiques	655		570											1 225
- privées	491													491
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 572	1	38 905	440			167			1 226	383	368	2 264	54 326
- Médecins *	9 906	5	557	209						1 773	698	487	1 151	14 785
- Auxiliaires	4 782			57						356	154	42	703	6 073
- Dentistes	2 219			36						1 187	519	468	1 887	6 337
Laboratoires d'analyses	1 931			33						345	163	80	76	2 627
Etablissements thermaux	208	11		12						77	14	24	528	874
Sous-total : Soins ambulatoires	19 045	16	557	346						3 738	1 548	1 101	4 345	30 697
Transports de malades	1 615	7		2						30	13	3	43	1 712
Total : Prestataires de soins	31 232	23	39 461	788			167			4 994	1 944	1 472	6 653	86 734
Officines pharmaceutiques	14 026	105		269						2 699	971	599	4 366	23 036
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	2 455			22						799	287	296	1 948	5 808
Total : biens médicaux	16 481	105		291						3 498	1 258	895	6 315	28 843
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	47 713	128	39 461	1 079			167			8 491	3 202	2 367	12 968	115 577
Aide aux malades (indemnités journalières)	7 487													7 487
Aide indirecte (subventions)					1 623									1 623
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	55 200	128	39 461	1 079	1 623					8 491	3 202	2 367	12 968	124 687
Service de médecine préventive, dépistages ...	184						1 262	1 144						2 591
Missions de santé publique à caractère général						333	315							648
TOTAL : PRÉVENTION	184					333	1 577	1 144						3 239
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE			151				2 077	3 109						5 336
FORMATION						10	610	41					38	699
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						6	327	1 795	164					2 292
DOUBLE-COMPTÉ			-151					-3 002						-3 153
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	55 384	128	39 461	1 079	1 623	349	4 758	1 795	1 456	8 491	3 202	2 367	13 006	133 101

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2000

	Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent, de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
		Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses															
Hôpitaux publics et PSPH	631		39 647	385			168			580	216	240	1 648	43 516	
Hôpitaux privés	8 860			53						697	174	220	545	10 548	
Sections médicalisées	1 244		612											1 855	
- publiques	695		612											1 306	
- privées	549													549	
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	10 734		40 259	438	0	0	168	0	0	1 278	391	460	2 193	55 920	
- Médecins*	10 290	4	585	226						1 846	668	492	1 250	15 360	
- Auxiliaires	5 106			66						382	147	61	751	6 489	
- Dentistes	2 245			41						1 277	502	503	1 966	6 559	
Laboratoires d'analyses	2 065			37						367	172	96	77	2 814	
Etablissements thermaux	201	13		11						73	14	24	518	854	
Sous-total : Soins ambulatoires	19 907	17	585	381						3 944	1 504	1 176	4 562	32 076	
Transports de malades	1 754	8		1						32	13	6	48	1 862	
Total : Prestataires de soins	32 395	26	40 843	820			168			5 254	1 908	1 641	6 802	89 857	
Officines pharmaceutiques	15 520	138		301						2 853	959	733	4 709	25 212	
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	2 775			23						894	289	358	2 264	6 603	
Total : biens médicaux	18 295	138		323						3 747	1 248	1 091	6 973	31 815	
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	50 690	164	40 843	1 143			168			9 001	3 156	2 732	13 775	121 672	
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 162													8 162	
Aide indirecte (subventions)					1 643									1 643	
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	58 853	164	40 843	1 143	1 643		168			9 001	3 156	2 732	13 775	131 478	
Service de médecine préventive, dépistages ...	174						1 318		1 198					2 690	
Missions de santé publique à caractère général							339	326	0					665	
TOTAL : PRÉVENTION	174						339	1 644	1 198					3 355	
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE							0	2 424	3 022					5 446	
FORMATION							10	626	43				39	717	
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ							7	344	1 895	173				2 418	
DOUBLE-COMPTÉ									-2 903					-2 903	
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	59 026	164	40 843	1 143	1 643		356	5 207	1 895	1 533	9 001	3 156	2 732	13 814	140 512

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT • 2001

Financements	Prestations de sécurité sociale			État et collectivités locales	Transferts et subvent. de Séc. sociale	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	État et collect. locales	Mutuelles	Autres					
Dépenses														
Hôpitaux publics et PSPH	651		41 309	482			168			622	210	276	1 615	45 332
Hôpitaux privés	9 092			66						746	172	251	446	10 772
Sections médicalisées	1 344		628											1 972
- publiques	731		628											1 359
- privées	613													613
Sous-total : Soins hospitaliers et en sections médicalisées	11 087		41 937	547			168			1 368	382	527	2 060	58 077
- Médecins *	10 624	4	626	293						1 975	669	495	1 146	15 833
- Auxiliaires	5 459			89						408	148	73	720	6 866
- Dentistes	2 503			56						1 367	494	525	2 137	7 114
Laboratoires d'analyses	2 228			50						393	170	100	89	3 031
Etablissements thermaux	206	13		11						78	14	25	539	884
Sous-total : Soins ambulatoires	21 020	17	626	500						4 221	1 494	1 217	4 631	33 728
Transports de malades	1 925	8		1						34	13	11	54	2 047
Total : Prestataires de soins	34 033	26	42 563	1 048			168			5 623	1 889	1 756	6 745	93 851
Officines pharmaceutiques	16 990	162		396						3 054	950	820	4 925	27 297
Autres biens médicaux (optique, prothèses, orthèses, VHP, petits matériels et pansements)	3 131			26						956	286	399	2 586	7 385
Total : biens médicaux	20 120	162		422						4 010	1 236	1 219	7 512	34 682
TOTAL : SOINS ET BIENS MÉDICAUX	54 153	188	42 563	1 471			168			9 633	3 125	2 975	14 257	128 533
Aide aux malades (indemnités journalières)	8 727													8 727
Aide indirecte (subventions)					1 710									1 710
TOTAL : DÉPENSES POUR LES MALADES	62 880	188	42 563	1 471	1 710					9 633	3 125	2 975	14 257	138 970
Service de médecine préventive, dépistages ...	184							1 376	1 240					2 799
Missions de santé publique à caractère général						352		345						697
TOTAL : PRÉVENTION	184					352		1 721	1 240					3 497
RECHERCHE MÉDICALE ET PHARMACEUTIQUE								2 571	3 015					5 586
FORMATION						10		642	44				39	734
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTÉ						8		359	2 037	186				2 589
DOUBLE-COMPTÉ									-2 897					-2 897
TOTAL : DÉPENSES COURANTES DE SANTÉ	63 063	188	42 563	1 471	1 710	370		5 460	2 037	1 589	9 633	3 125	2 975	148 480

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics.

en millions d'euros

TABLEAUX DÉTAILLÉS